

C'en est trop

Retrait immédiat des mesures d'austérité

Préparons une grève
nationale
unitaire de 24h

CGT/CFDT/FO/FEN:
il faut dire non
au plan
gouvernemental

Députés PS et PC:
refusez les mesures
anti-ouvrières



REPERES

La droite jubile

La politique de la majorité du 10 mai bénéficie toujours à la droite !

Les réactions communes de ses porte-parole, de Barre à Giscard, du *Quotidien de Paris* au *Figaro*, en passant par l'« ancêtre Debré » sont un constat triomphant : « Toutes les mesures sociales des deux premières années du septennat se payent aujourd'hui, et l'addition est lourde. »

Et tout y passe ! La retraite à soixante ans, la semaine de 39 heures, les nationalisations — qu'ils se promettent d'abolir à la première occasion — voilà, selon eux, l'origine des maux que le nouveau plan du gouvernement veut résoudre.

L'austérité serait donc la sanction d'une faute de la gauche : être trop sociale ?

Menteurs ! Quand la pointe de leur stylo s'emballe, ils étalent eux-mêmes, crûment, la racine des mesures qui viennent de s'abattre.

Dans le *Figaro* du 26 mars l'éditorialiste attitré écrit : « L'histoire se répète. Toute expérience socialiste développée en économie de marché et préservée du joug militaro-totalitaire, mène infailliblement au même dilemme : trahir ou périr. » Le *Quotidien de Paris*, lundi 28 mars, conclut, lui, infailliblement : « La gauche s'arrache à son électorat. »

Les prétextes s'envolent ! Parce qu'elle respecte les lois de l'économie de marché, la majorité PS-PCF ne peut que trébucher. Le surplus de mesures sociales n'a rien à faire dans cette affaire !

Et cette politique-là, sur ce terrain-là, fournit à la droite tous les moyens de clamer : « Voyez, ces incapables... il faut songer à les remplacer... »

Barre jubile : « Je ne con-

damne pas un certain nombre de mesures qui ont été prises par le gouvernement. Je ne veux pas me placer dans la situation de l'opposant systématique. »

« Autant pour moi, se dit-il. La politique de la gauche aujourd'hui justifie les mesures que je prendrais demain dans un gouvernement bien à droite. »

D'une pierre deux coups. Ils condamnent la politique d'hier et ses quelques « mesures sociales », et justifient d'avance celle qu'ils mèneraient demain et ses coups bas, du « tout dénationaliser », à la liquidation de la sécurité sociale.

La politique de la gauche leur permet en tout temps de préparer, épicer la sauce de leur revanche.

Les débats qui les divisent entre eux ne sont que calculs tactiques. « Quand et comment frapper au mieux », est la seule question qui les partage pour obtenir la place de « leader » dans leur propre camp.

Leurs réponses différentes, de Barre à Chirac en passant par Giscard et Lecanuet, expliquent la tonalité différente de leurs déclarations ces derniers jours.

Mais leur projet est commun : disqualifier aujourd'hui toute politique menée au nom du socialisme, pour mieux frapper les travailleurs demain, sans danger de riposte, pensent-ils.

Leur progrès aux municipales est le tremplin dont ils profitent pour critiquer la politique de la majorité « qui respecte l'économie de marché ».

Cette économie-là produit des chômeurs par millions. Elle leur ôte tout droit à la critique. « Les faire taire », sera l'une des premières tâches de salubrité publique des travailleurs, dans leurs mobilisations.

Michel Morel

Racisme : 1^{re} riposte

Première riposte aux crimes racistes de Marseille, Châtenay-Malabry, première réponse aux perquisitions orchestrées à Vaulx-en-Velin et Vénissieux, dans la banlieue de Lyon : mille personnes environ ont manifesté samedi 26 mars dans les rues de Lyon.

Face à la campagne raciste de la droite sur l'agglomération, la gauche s'est réfugiée dans son discours sécuritaire, couvrant ainsi les perquisitions des flics et la libération de Lopez, assassin d'un jeune

immigré de Bron, après cinq mois de prison, une semaine après le second tour des élections.

En quarante-huit heures, après que les syndicats de flics aient « fait la une » de l'actualité avec leurs déclarations réactionnaires, la Coordination des jeunes immigrés de Lyon et de la banlieue appelait à la manifestation soutenue par l'UD CFDT, la LCR, les JCR, le PSU, la CIMADE, etc.

Aux cris de « Non aux crimes racistes », « Français-immigrés, solidarité », « Halte aux provoca-

Une date à retenir

21/22/23 MAI

Fête commune LO-LCR

à Presles (Val d'Oise)

tions », le cortège, composé en majorité d'immigrés, grossissait en traversant la ville pour se disperser au bout de deux heures devant le palais de justice.

A Lyon, comme ailleurs, la constitution d'un front unitaire antiraciste regroupant les organisations d'immigrés et celles du mouvement ouvrier et démocratique devient urgente. D'ores et déjà, les contacts sont pris et la LCR et les JCR travailleront d'arrache-pied pour mettre en place un cadre de riposte et de mobilisation faisant

pièce à toute provocation ou manifestation raciste, comme cela a déjà eu lieu par le passé.

Aujourd'hui, la mobilisation continue : onze jeunes immigrés sont en grève de la faim à Vénissieux, depuis le 27 mars. Et ils ont annoncé la couleur « contre les crimes racistes, contre le quadrillage policier, pour le déplacement des flics des banlieues ». Ils s'adressent directement à Mauroy, pour la satisfaction de leurs revendications. Nous leur apportons notre complet soutien.

La libération d'Yves Struillou

Notre camarade Yves Struillou, l'un des principaux animateurs du collectif de campagne des soldats, ne fera pas un seul jour de « rab disciplinaire ». Il a été libéré de ses obligations militaires avec sa classe le 24 mars après la levée des 39 jours de maintien au corps proposés contre lui par le colonel commandant le 60^e régiment d'artillerie à Canjuers.

Dès que cette menace de répression fut connue, la solidarité s'exprima avec force à l'initiative du collectif de campagne des soldats et du Comité droits et liberté dans l'institution militaire. Citons, entre autres exemples de cette solidarité active, ce qu'écrivait au ministre de la Défense, le syndicat CFDT de la Sécurité sociale et des institutions sociales : « Si nous ne saurions condamner les motifs qui ont valu à Yves Struillou ses jours d'arrêt, ceux-ci relevant d'action pour la reconnaissance de la liberté d'expression, nous saurons condamner une hiérarchie militaire qui, forte de ses prérogatives, bafoue le droit d'expression et le droit au travail puisqu'Yves Struillou ne pourra, du fait de cette décision inique, démentir son stage d'inspecteur du travail, le 5 avril. »

De la même manière, l'union locale CGT de Draguignan s'adressait en ces termes à Mitterrand : « Yves Struillou a exprimé les doléances des appelés de Canjuers : hygiène lamentable par manque d'eau et des bâtiments lézardés ; responsabilité de l'autorité militaire qui commande l'utilisation d'anciennes fusées ayant entraîné deux accidents graves qui auraient pu être évités en détruisant ces fusées au sol (...) Nous avons l'honneur de solliciter de votre haute et bienveillante autorité la libération du canonnier Struillou, le 30 mars 1983. »

En effet, le cas d'Yves Struillou était devenu un symbole de la lutte contre la répression militaire. Les 39 jours de « rab disciplinaire » dont on le menaçait correspondaient à un peu moins de la moitié des 90 jours d'arrêts qui lui avaient été infligés depuis son incorporation au 68^e régiment d'artillerie à Phalsburg : 20 jours pour la signature de la pétition ; 20 jours pour participation en tenue aux manifestations ouvrières du 1^{er} Mai ; puis 40 jours pour une lettre collective de 50 soldats de Canjuers au *Canard enchaîné* ; et enfin 10 jours pour la signature d'une tribune libre publiée dans le *Monde*, sans compter les mutations successives.

A partir de cette victoire, il doit être possible d'engager une bataille unitaire des forces ouvrières et démocratiques pour la suppression définitive de ces mesures de « rab disciplinaire » qui constituent l'un des moyens les plus efficaces de chantage contre les luttes des soldats. C'est ce que propose le collectif de campagne des soldats. La LCR en est d'accord et s'associera à toute initiative allant dans ce sens.

J.-L. M.

Editorial

AU nom de qui agissent-ils, ces ministres qui viennent de mordre la poussière aux municipales, désavoués par l'électorat populaire ? Au nom de qui, Mitterrand et son gouvernement se permettent-ils d'imposer aux travailleurs une baisse brutale, bovine, du pouvoir d'achat ? Ils sont dirigeants du PS, du PC, du PSU, du MRG. Mais qu'espèrent-ils ? Séduire les patrons, peut-être, qui pour les beaux yeux de Mauroy se mettraient à investir et créer des emplois ? Absurde, grotesque ! Les cadeaux, les subventions que le CNPF a reçus ont permis de rentabiliser, de licencier. Espèrent-ils, ces ministres dignes d'un cabinet Thatcher ou Reagan, sauvegarder un électoral populaire qui les a portés au pouvoir, avec ce genre d'attaque frontale contre le niveau de vie des salariés ? Imposer la restriction des déplacements des congés payés, alors qu'ils laissent courir, depuis le 10 mai, les capitaux par milliards ! Augmenter les tarifs publics, l'impôt ; le prix de la santé... Rien ne peut le justifier, si ce n'est la volonté de satisfaire le patronat.

QUE l'économie soit en crise, c'est une évidence. Mais leur plan d'austérité ne rapportera que 70 milliards, tout bien compté, payés à grand-peine par les travailleurs. Une misère, ce chiffre. Officiellement, messieurs les gros bourgeois fraudent par an 90 milliards de francs. Nos chers ministres ne veulent pas y mettre leur nez. Ils préfèrent fouiner dans les poches ouvrières. On sait que 50 milliards de cotisations à la Sécurité sociale n'arrivent pas dans les caisses, grâce aux divers trucages des patrons. Sans parler des fameux 500 milliards réfugiés en Suisse. Ou des 600 milliards d'exportation légale des capitaux, en 1982. Chiffres astronomiques, mais bien réels. Pour récupérer ces capitaux, il faudrait affronter les patrons, prendre des mesures contradictoires aux intérêts des troupes de monsieur Gattaz. Ces mesures anticapitalistes, qui permettraient de se sortir de la crise, c'est une autre politique. Elle suppose une mobilisation permanente des travailleurs, leur contrôle sur les mouvements commerciaux et bancaires, bref, qu'ils aient en main, eux et eux seuls, les leviers de commande de l'économie.

C'EST aussi par la lutte qu'il faudra imposer le retrait des mesures d'austérité gouvernementales. Les directions nationales des syndicats ouvriers tergiversent et ne disent pas vraiment non. Elles s'apprêtent à accepter l'innacceptable, à servir d'auxiliaires au gouvernement. Au contraire, les réactions des travailleurs sont nettes : c'est le rejet, le refus. Il faut donc une riposte nationale à cette attaque nationale qui frappe tout le monde. Des actions syndicales sont envisagées par département ou par métier. Or, tout pousse à l'union la plus grande, interprofessionnelle, pour faire converger ces actions multiples et décentralisées vers une grève nationale de 24 heures. Seule cette grève nationale fera reculer le gouvernement. Les dirigeants syndicaux doivent refuser publiquement, en bloc, le plan d'austérité et préparer une telle action. L'unité est possible. Pour le 1^{er} Mai, CGT, CFDT et FEN l'envisagent positivement. Elle l'est donc tout de suite pour la riposte nationale. Que les dirigeants syndicaux l'organisent.

C'est le devoir le plus évident des députés du PS et du PC de s'opposer, à l'Assemblée, à l'adoption du plan d'austérité.

Pour rappeler leur devoir à tous ces gens-là, il faut tout faire pour que s'exprime le refus des mesures d'austérité.

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Formule choisie : _____

Règlement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108
Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél. 859 00 31
• Directeur de la publication Robert March
• Commission paritaire 63922
• Rédaction-administration 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél. 859 00 80 (lignes groupées)

Austérité-bis: les patrons nous

Vers une perte d'environ 4% du pouvoir d'achat...

Les Echos Le Quotidien de l'Economie

LES ECHOS
DE
L'INFORMATION
PROFESSIONNELLE

(Voir pages 20-21)

LES NOUVELLES MESURES D'AUSTERITE

Il est vital pour la France que ce plan de sauvetage réussisse

C'est d'abord, nous l'avons vu, une mesure de justice, celle qui vise à réduire les inégalités de revenus. C'est ensuite, et c'est surtout, une mesure de survie. La France ne peut pas se permettre de continuer à perdre du terrain dans la compétition internationale. C'est la seule raison pour laquelle le plan de sauvetage doit réussir.

L'industrie et les entreprises. Des entreprises qui ont subi une perte de pouvoir d'achat de 10 % en 1981. Elles ont donc dû réduire leurs coûts. C'est la seule façon de survivre.

La production de la France. Elle a subi une perte de 10 % en 1981. Elle a donc dû réduire ses coûts. C'est la seule façon de survivre.

La voix des patrons pour l'austérité...
dont Delors se fait l'artisan



On pouvait lire, dans l'*Expansion* du 24 décembre, une question à laquelle le gouvernement a apporté sa réponse... « Comment, demandait le quinzomadaire patronal, l'économie française peut-elle se rééquilibrer sans qu'on reprenne, au moins partiellement, ces 5 % de pouvoir d'achat distribué en excès par rapport aux autres pays ? » Cette « austérité-bis » pour 1983, après celle de juin 1982, serait une juste sanction pour la « relance » exagérée de juin 1981. Une façon de payer la « générosité » socialiste !

Une chose est sûre : les dossiers soigneusement préparés par le gouvernement depuis des mois sont aujourd'hui publics. Et correspondent à cette exigence patronale. Il suffit de faire l'addition. La vignette sur l'alcool et le tabac représente, en moyenne, une perte de 0,6 % sur le revenu moyen des ménages ; il en est de même pour les augmentations de 8 % des tarifs publics (SNCF, PTT, EDF). Il faut, bien sûr y ajouter le prélèvement de 1 % sur l'ensemble des revenus imposables en 1982. Cela fait déjà environ 2,5 % de pouvoir d'achat...

Pour ceux qui devront verser 10 % de leurs impôts sur le revenu au titre de « l'emprunt obligatoire », la perte sera d'autant plus forte, environ 1 %.

Cette règle des 10 % d'emprunt obligatoire, se présente comme « égalitaire ». Ceux qui sont en dessous du seuil de 4 500 F de salaire

mensuel ne paieront normalement pas ; de même que ceux dont le salaire avoisine ce seuil et qui ont un enfant à charge. Environ 70 % des salariés, sans tenir compte de leur situation de famille, sont au-dessus de cette barre.

Pour eux, le prélèvement de ces 10 % peut paraître juste, d'autant plus qu'on insiste bien pour montrer aux gens crédules que ce sera aussi 10 % du montant des impôts sur la fortune : en oubliant de dire que ceux-ci sont d'un taux tellement bas... que Mermaz, sans paraître avoir le couteau entre les dents, a pu annoncer une réforme en ce domaine.

Faussement égalitaire

En pratique, en reprenant les chiffres donnés par le *Matin* du 28 mars, le bluff de ces mesures faussement égalitaires apparaît rapidement. Il y apparaissait, en effet, qu'un ouvrier célibataire à 6 000 F par mois paierait en tout 1 925 F, un couple de professeurs (lui 9 000 F et elle 7 500 F... !) à 16 500 F par mois paierait en tout 4 465 F et un couple de cadres (lui 22 000 F et elle 15 000 F !) à 37 000 F par mois paierait 17 980 F.

Un « effort fortement progressif » : 30 % d'un salaire mensuel pour le premier, 38 % pour les seconds, près de 50 % pour les derniers.

Mais, une fois soustrait le montant de l'emprunt obligatoire, le pre-

mier paye 1 125 F, les seconds 2 465 F, les derniers 4 980 F, soit 25 % d'un mois de salaire d'un ouvrier célibataire à 6 000 F par mois ; mais 14,7 % d'un mois de salaire d'un couple de professeurs, et 13 % de celui d'un couple de cadres. Et, pour les revenus au-dessus de ce couple de cadres, la charge de l'austérité-bis sera proportionnellement inférieure.

En effet, il ne faut pas l'oublier, le montant de l'emprunt obligatoire sera remboursé, dans trois ans, ou plus tôt si le redressement du déficit extérieur se produit avant. Il s'agit d'économies forcées. Pour l'ouvrier célibataire, 800 F en un mois c'est bien plus que ce qu'il économise en un mois. Pour le couple de professeurs, c'est environ moitié plus. Pour un couple de cadres, en revanche, ce n'est somme toute qu'un déplacement de son épargne : pendant un mois celle-ci sera absorbée par l'emprunt obligatoire au lieu d'être placée comme d'habitude...

Le taux de cet emprunt n'est pas encore fixé. Vraisemblablement autour de 8 % ou 10 %. Ce ne fera pas de très gros gains pour les revenus moyens. Mais en revanche une entrée d'argent non négligeable pour les plus hauts revenus : dans trois ans, aux alentours des élections législatives... Car la « rigueur » à la façon de Delors s'accompagne fort bien du secret avant les municipales et des calculs électoraux pour 1986 !

P. R.

... une perte supplémentaire due à la hausse des prix

ACTUELLEMENT, il ne faut pas l'oublier, les clauses d'indexation des salaires sur les prix sont illégales. Et Delors, malgré les protestations de Le Pors, veut faire sauter toutes les « clauses de sauvegarde » prévues pour garantir le pouvoir d'achat, au cas où les prix « déraperaient ».

En pratique, cette dernière exigence de Delors est un aveu et un programme : il sait qu'il y aura perte de pouvoir d'achat ; il veut que cela se produise. Car, à ses yeux, plus la purge sera forte cette année, plus il

sera possible, ensuite, de « moduler ».

Or, tout le monde sait que, sans contrôle strict sur les prix, tant à la consommation qu'à la production, la dévaluation est une source d'inflation. Chaque producteur et chaque commerçant en gros ayant à traiter des produits (finis ou semi-finis) originaires de RFA voit ces jours-ci les prix augmenter de 8 %, c'est-à-dire du montant de la remise en ordre entre le Franc et le Mark.

Cette situation exige que reprennent partout les discussions sur la

nécessité d'imposer une indexation de tous les salaires en fonction du coût de la vie.

Sans cette mesure élémentaire, le pouvoir d'achat de tous sera attaqué. Mais cela sera particulièrement sensible pour les plus bas revenus, pour lesquels les salaires sont dépensés en consommation courante.

Des hausses en tout genre, dans le désordre

- A partir du 1^{er} avril, le forfait hospitalier : 20 F par jour et par malade. A la même date, la vignette de 10 F par litre d'accrool.
- A la même date encore, le téléphone augmente.
- L'essence devrait baisser mais une taxe supplémentaire viendra soutenir son prix...
- Au 1^{er} juillet, vignette sur le tabac... et les cigarettes ; les gauloises à 5 F au lieu de 4 F.
- Etc.
- Sans compter la valse des étiquettes. Car Delors a décidé de faire porter sa vigilance seulement sur quelques catégories de petits commerçants !

...et en prime l'augmentation du chômage !

Aucune des mesures prises par le gouvernement ne peut entraîner une diminution du chômage. Au contraire : en diminuant la consommation intérieure par les attaques au pouvoir d'achat, on diminue par là même l'intérêt que les patrons pourraient trouver à produire. D'où le maintien des mesures du chômage technique et le refus d'embaucher, bien sûr.

D'où, aussi, pour le cas où la consommation des ménages diminuerait beaucoup, des fermetures d'entreprises : en restreignant le marché, le gouvernement durcit les conditions

de la concurrence.

Cela ne portera pas seulement, comme il nous est dit, sur les importations : obligés de « faire plus attention » que par le passé, les consommateurs chercheront plus systématiquement des produits meilleur marché. Ce sont très souvent des produits importés...

Autrement dit, d'une certaine façon, l'austérité est une forme de « protectionnisme » totalement aveugle : on diminue les moyens de consommer sans avoir aucune garantie de diriger ni la production ni la consommation.

Vers combien de chômeurs allons-nous ? D'après les divers experts économiques, environ deux cent mille de plus dans les six mois. Cela porterait le chiffre global à 2,2 millions officiellement. Mais, en même temps, des mesures de mise en préretraite sont envisagées ; par exemple, à 47 ans et demi dans la sidérurgie. Cela augmentera encore le nombre de chômeurs déguisés sous diverses formes, comme la généralisation des stages de formation pour les jeunes.

Comme on en était, en comptant les diverses catégories de chômeurs

déguisés, à 400 000 de plus que le chiffre officiel... c'est l'horizon des trois millions de sans-emploi qui se profile !

On s'attend donc, dans les semaines qui viennent, à de nouvelles remises en cause des allocations versées par l'UNEDIC.

On s'attend aussi à une grande campagne pour imposer le travail à mi-temps comme seule solution pour les femmes. Bref, plus le gouvernement va prendre ces moyens de lutter contre la crise et plus elle sera lourde à supporter pour ceux qui en sont les victimes.

Exigeons dans l'unité le retrait immédiat du plan d'austérité !

Le 16 février, Mauroy déclarait à la télé qu'il n'y a aucun plan d'austérité et cette discussion sur l'austérité est une discussion qui ne se pose pas actuellement. Il ajoutait, mais on était en période électorale, « si nous devons aller plus loin dans la rigueur, il ne serait pas question d'imposer davantage ceux qui sont les plus démunis, ceux qui sont les plus pauvres, ceux qui ont des revenus moyens. Si on devait aller plus loin dans la rigueur, il faudrait nécessairement imposer ceux qui sont les plus riches... » Mensonge honteux.

Un mois plus tard, l'intégralité des mesures de son nouveau gouvernement attaque tous les salariés, en épargnant les riches : par la fiscalité, le salaire indirect et les tarifs publics, tout est bon à ce gouvernement pour imposer à la masse des travailleurs les frais de la crise.

Non content d'avoir menti, non content de fouler aux pieds l'avertissement de l'électorat ouvrier lors de municipales, le gouvernement affiche un cynisme digne de Barre lui-même. Delors, ministre en chef à défaut d'être Premier ministre, déclarait le 29 mars à *Europe 1* déplorer « le spectacle pas joli-joli donné au monde par des Gaulois nombrilistes à l'excès ne se rendant pas compte de la situation et réglant leurs comptes au grand jour ». Ce gestionnaire des intérêts du capitalisme se permet de cracher son mépris sur ceux auxquels il impose les frais de la crise.

A ces gens-là, il faut imposer un retrait du plan d'austérité par la grève, car ils ne comprennent pas d'autre langage.

Le gouvernement court à l'échec

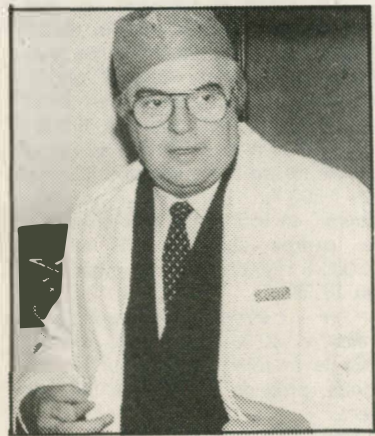
Cette politique ne peut réussir. On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. L'âne, c'est le patronat. Lors des deux précédentes dévaluations, il n'a pas plus investi, il n'a pas plus créé d'emplois, il n'a pas joué le jeu. Jamais ces ministres qui nous gouvernent ne verront donc que le patronat ne se pliera pas à leurs désirs, ne se laissera séduire ?

Seul le profit compte pour les pa-

trons. Qui nous fera croire que les fonds prélevés de force sur le salaire des travailleurs serviront en quelque manière la cause de l'emploi ?

Limiter durement le pouvoir d'achat, comme le gouvernement vient de le faire, voilà qui pose quelques cas de conscience aux dirigeants socialistes et communistes. Cela « ne correspond pas à ce que nous voulions faire » dit Jospin au comité directeur du PS. Marchais et Herzog, pour le PC, émettent des doutes et pensent qu'il faudrait mieux faire payer les riches.

Voilà ces dirigeants des deux grands partis, coincés entre un pa-



tronat buté sur ses profits, et une base ouvrière scandalisée par cette politique. L'échec la guette, tant au plan économique qu'au plan politique. Mais voilà : ils veulent guérir le système capitaliste de cette maladie qu'on nomme la crise, en refilant le virus aux travailleurs.

Sacrés docteurs, qui attaquent la Sécurité sociale et les salaires, alors que la cause de la maladie, c'est le malade lui-même, un système basé sur le profit. Ces ministres-là sont des incompetents, mettant leur maigre science au service d'un patronat qui ne veut pas d'eux...

Le gouvernement s'oppose aux intérêts des travailleurs

Depuis juin 1982, deux plans d'austérité (le premier n'était qu'amuse-gueule) attaquent frontalement le pouvoir d'achat des travailleurs. Seul Barre, et avant lui Chirac, après Mai 1968, avaient pratiqué

une offensive aussi nette, aussi systématique.

Or, la consommation va chuter, si nous laissons faire. Cette baisse va se répercuter sur le volume de production, dont l'emploi. D'où à prévoir des fermetures d'entreprises en plus grand nombre, des licenciements. Dans le même temps, le Franc ayant baissé, les importations seront stimulées, d'autant qu'elles seront plus concurrentielles en face de produits français en hausse. L'effet de ces mesures sera encore une fois préjudiciable à l'emploi. Outre les licenciements, le gouvernement mettra en œuvre une politique de temps partiel systématique, afin de faire peser sur les femmes particulièrement exploitée les effets funestes de sa politique. C'est ce que Thatcher a fait, c'est ce que Mitterrand fera.

Ce plan d'austérité est donc un plongeon sans retour dans l'austérité, sans ambiguïté possible. Les seuls reculs seront le fruit des luttes ouvrières pour défendre le pouvoir d'achat et pour faire abroger le plan Mauroy-Delors.

Rien à attendre du gouvernement Tout à attendre de nos luttes

Leur parti est pris, à ces ministres se succédant à eux-mêmes dans un touchant ballet ministériel. Ils sont revenus pour pratiquer la politique de la « dame de fer » anglaise, ou de l'allemand Kohl. Seule voie possible, celle de la lutte pour les faire reculer.

Aujourd'hui, dans les entreprises, le mécontentement est grand. Au vestiaire, à la cantine, devant le distributeur de café, chacun échange qui son dégoût, qui son écœurement. Tous disent le rejet de ces mesures qui ne les frappent qu'eux, les salariés.

Il faut transformer ce sentiment en action. Il faut que ce sentiment collectif s'exprime, que la voix des travailleurs contre l'austérité s'élève contre l'attaque gouvernementale. Le rejet des mesures est spontané à l'entreprise. Il doit devenir une exigence, celle du retrait immédiat des mesures, de toutes les mesures.

Beaucoup sont prêts, syndiqués ou non, à dire ensemble qu'il faut bloquer ce plan d'austérité. Les confédérations syndicales ne s'y opposent pas franchement. Si elles écoutaient les travailleurs, pour une fois, elle diraient publiquement, avant de se rendre chez Mauroy, qu'elles exigent au nom de leurs adhérents, l'abrogation du plan. Elles diraient qu'elles préparent ensemble une riposte nationale, une grève de 24 heures unitaire si le gouvernement ose maintenir ses décrets malgré la position commune.

Elles ne le font pas. Il se trouvera de nombreux syndicalistes, de nombreux travailleurs pour les rappeler à la raison. La CGT opte pour l'action décentralisée, la CFDT appelle de ses vœux un fonds commun patrons-ouvriers pour créer l'emploi. Toutes deux préfèrent la voie de garage à la voie de la lutte.

Face à une attaque qui frappe tout le monde, face à un corps de mesures indissociablement liées entre elles, il faut une riposte nationale unitaire. Préparons-la. On ne déclenche pas une telle action en appuyant sur

Ah, ces milliards qui voyagent à l'étranger !

POUR voyager, soyez cadres de votre entreprise ! Vous trouverez toujours un prétexte pour circuler avec votre carte de crédit... Par contre, si vous êtes ouvrier, jeune ou retraité, dépensez vos sous en France... Jacques Delors a trouvé, avec cette mesure, le moyen d'économiser, paraît-il, six milliards de devises. L'idée n'est pas de lui : elle avait déjà été utilisée en 1958 et en 1968.

Bafouant la liberté de circuler, elle fait réagir, d'autant plus que les médias ont accru le phénomène, plus symbolique cependant qu'autre chose, pour la grande masse de la population : 16 % à peine des Français prennent leurs congés à l'étranger.

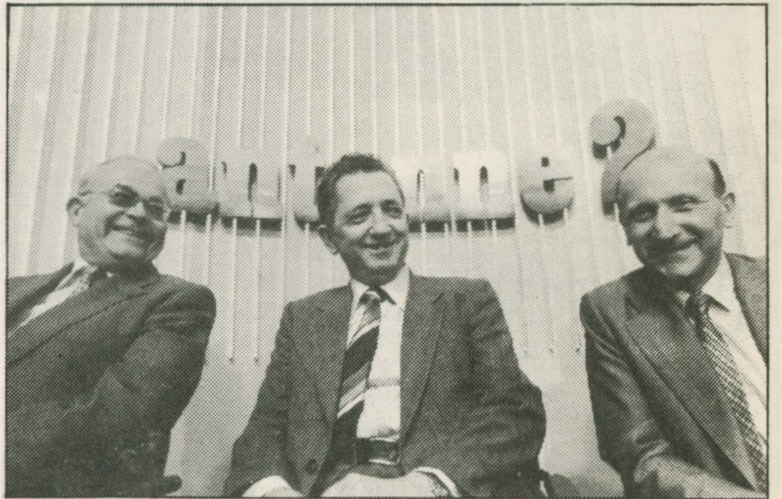
Tout ce bruit pour quelques milliards, tout de même... Interrogé, Delors a répondu franchement à France-Inter le lundi 28 mars : la portée de la

mesure est surtout psychologique, il s'agit de faire sentir que nous ne vivons pas une époque facile !

Diable, quel éducateur du peuple ! Peut-on lui rappeler, au cas où ses services ministériels l'auraient omis, qu'il existe cinq cents milliards en Suisse, depuis une vingtaine de mois. Une sortie de devises cent fois plus forte que celle qu'il espère éviter cet été. Et sur laquelle, en cette période d'annonce de l'austérité-bis, le silence règne.

Récupérer ces sommes n'a cependant rien d'impossible : dès qu'un renseignement est trouvé, il s'agit de confisquer des biens pour une somme équivalente. Ce qui passe, bien sûr, par un préalable : que le gouvernement s'attaque enfin à la grande fraude, en France même, et celle qui fait passer de l'argent à l'étranger.

P. R.



Ni rire, ni pleurer, mais comprendre... et riposter.

un bouton. Il faut faire converger les premières actions, par département ou par profession, vers un objectif national commun : tous ensemble, en grève, dans la rue, le même jour.

Préparer la grève nationale de 24 heures

Qui oserait penser qu'une telle action ne ferait pas réfléchir Mitterrand et ses ministres ? Au centre de la riposte se trouve donc la question de l'unité syndicale, de l'unité ouvrière. La CGT semble disposée à faire un 1^{er} Mai unitaire. Soit. La CFDT avait manifesté la même volonté, ainsi que la FEN. Qu'elles s'entendent pour organiser tout de suite, puisque l'unité est possible, une telle grève nationale de 24 heures. Elles en ont les moyens. A nous de leur faire

comprendre qu'il faut en avoir la volonté.

Et nos chers députés ?

Il ne s'agit pas cette fois d'aller les voir, pour implorer leur intervention. S'ils ont un quelconque respect, ces députés du PS et du PC, des voix qui les ont portés à l'Assemblée, qu'ils refusent de voter le plan d'austérité. Que toutes les procédures soient employées (et il y en a...) pour que le plan soit rejeté par ces députés qui nous ont donné le spectacle de godillots ces derniers temps !

Mais ceux-là, comme les ministres n'auront les oreilles débouchées que par la voix des travailleurs en grève unitaire contre ces mesures, pour la défense de leur pouvoir d'achat.

Jean Lantier.



L'austérité... où ça ?

coûtent vraiment très cher!

POUR répondre aux attentes des patrons, le plan d'austérité-bis est lourd : « priorité aux entreprises » exige ! Et *les Echos*, quotidien inspiré par le CNPF, ne s'y est pas trompé, titrant le lundi 28 : « Il est vital pour la France que ce plan réussisse. »

En réalité, ni la première ni la deuxième dévaluation n'ont été utilisées par les entreprises françaises pour baisser leurs prix et être mieux « placées » face à la concurrence internationale (voir *Rouge* du 25 mars). Elles préféreraient empocher des marges bénéficiaires plus grandes.

Il n'est pas réaliste d'espérer

voir les patrons investir si leur intérêt de classe ne le leur dicte pas. Il n'est pas réaliste non plus d'espérer les voir faire des investissements créateurs d'emplois. Au contraire, comme le prouve l'exemple de la RFA, les profits d'hier font les investissements d'aujourd'hui, qui suppriment les emplois de demain. Quand le redémarrage d'une branche se fait, on constate que les outils de production modernisés peuvent produire beaucoup plus avec le même nombre, sinon moins de salariés.

Cette voie des concessions aux patrons ne peut pas mener au plein emploi en temps de cri-

se ; pas plus qu'elle ne mène à la satisfaction des besoins prioritaires.

On ne peut donc que condamner la politique poursuivie par le gouvernement : le PS comme le PC s'étaient engagés, pour être élus, à combattre la crise...

Leur loi...

Au nom du respect du profit, le gouvernement laisse subir aux exploités les quatre volontés des exploités. Et pourtant, ces gens qui se cachent derrière la loi et l'ordre sont les mêmes qui truquent leurs comptes avec la

Sécurité sociale, qui fraude le fisc, qui font passer des milliards en Suisse. Oui, les mêmes : pour réaliser de telles opérations, il faut en avoir les moyens financiers, bref, il faut faire partie des privilégiés.

Ce n'est donc pas un hasard si, quand on regarde ces sources d'argent inexploitées par l'actuel, le majorité, on trouve largement de quoi dégager plus de milliards que n'en rapporteront les mesures du plan d'austérité-bis. Ces gens-là ont fait leur fortune sur le dos de ceux qu'il s'agit à nouveau de tondre pour essayer de relancer la grande machine à faire faire des profits aux mêmes

On ne nous enlèvera pas de l'idée qu'il y a mieux à faire : prendre à ceux qui volent et truquent, les mêmes qui profitent de l'exploitation. Et, avec cet argent, réaliser des investissements en fonction des besoins. Mais cela suppose aussi de vouloir utiliser tous les moyens dont dispose le gouvernement : les banques, le secteur nationalisé, le contrôle strict sur le commerce extérieur. Afin de mobiliser les travailleurs autour d'une autre politique, une sortie de la crise par la rupture avec la logique du profit.

P. R.

140 milliards à prendre là où ils sont

Récupérer 90 milliards sur les privilégiés qui fraudent le fisc

On nous dit que le déficit du commerce extérieur, d'un montant de 78,7 milliards de francs, est un héritage de la gestion de la droite.

On veut bien le croire. Mais toutes les mesures ci-dessous, elles, font retomber la note sur les travailleurs. Une note salée, s'élevant vraisemblablement à 70 milliards de francs, si on compte que le renforcement du contrôle des changes et du crédit rapportera, d'après Delors, environ six milliards.

De quoi donner envie de trouver l'argent ailleurs : dans les poches de ceux qui ont bien trop grassement profité du régime précédent.

70 milliards d'économie

20
milliards

MOINS DE DEFICIT BUDGETAIRE EN 1983

- Annulation de dépenses, dont 7 milliards de crédits « mis en réserve » dans le budget 1983 et 8 milliards d'économies supplémentaires à venir. **TOTAL : 15 milliards**
- Supplément de recettes par le biais d'une taxe spéciale pour compenser la baisse du coût du pétrole brut, à compter du 1^{er} avril. **TOTAL : 5 milliards**

11
milliards

REEQUILIBRAGE DES COMPTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

- Augmentation des tarifs publics (EDF, GDF, SNCF, téléphone) de 8 % au 1^{er} avril. **TOTAL : 7 milliards**
- Economies sur les dépenses d'équipement. **TOTAL : 2 milliards**
- Réduction de l'enveloppe des emprunts des collectivités locales en 1983. **TOTAL : 2 milliards**

13
milliards

ASSAINISSEMENT DES FINANCES DE LA SECURITE SOCIALE

- Prélèvement de 1 % sur l'ensemble des revenus imposables de 1982 dans le courant de l'année 1983. **TOTAL : 11 milliards**
- Application de la vignette sur l'alcool au 1^{er} avril, de la vignette sur le tabac au 1^{er} juillet, et entrée en vigueur du forfait hospitalier au 1^{er} avril. **TOTAL : 2 milliards**

pour l'entreprise France

14
milliards

EMPRUNT FORCE POUR LES FRANÇAIS

- Levée, en mai prochain, d'un emprunt obligatoire égal à 10 % du montant de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes payés en 1982. La durée de cet emprunt est prévue sur trois ans pour tous les contribuables ayant payé l'année dernière plus de 5 000 F d'impôt sur le revenu. Son taux en sera fixé par le ministre de l'Economie et des Finances prochainement.

6
milliards

DEVELOPPEMENT DE L'EPARGNE

- Augmentation des taux de rémunération et des plafonds de dépôts pour l'épargne-logement.
- Relèvement du plafond du livret A des caisses d'épargne et du livret bleu du Crédit mutuel à 58 000 F.
- Création de fonds salariaux pour le développement de l'industrie et la création d'emplois.

?
milliards

RENFORCEMENT DU CONTROLE DES CHANGES ET DU CREDIT

- Limitation des dépenses en devises des touristes français à l'étranger, en 1983, à 2 000 F par adulte et à 1 000 F par enfant. L'utilisation des cartes de crédit sera interdite hors des frontières, un « carnet de change touristique » mis en place et des dérogations prévues pour les voyages d'affaires.
- Réduction de trois mois à huit jours du délai d'achat de devises avant le règlement des opérations de négoce international.
- Abaissement de 10 à 9 % de la norme de croissance de la masse monétaire en 1983.

Tableau publié par « le Matin » le 26 mars.

OUBLIEE, la fraude fiscale ! Et, cependant, cette part-là de « l'héritage du régime précédent » est toujours là : chaque année, les privilégiés arrivent à frauder pour une somme variant entre 90 et 100 milliards.

Un tel « oubli » n'est-il pas curieux en ces temps d'austérité gérée par le PS et le PC ? Curieux et profondément scandaleux.

Les syndicats des impôts ont en effet assez souvent expliqué les faits : sans aucune réforme de la fiscalité, dans le cadre même des règles actuelles qui maintiennent celles instaurées par la droite pour ses amis, les privilégiés parviennent à ne pas payer une grosse part de ce que, légalement, ils devraient.

Tel est le résultat de l'absence de personnel, de son mode de nomination : Giscard s'arrangeait pour qu'il manque des agents des impôts dans les quartiers où se trouvent le maximum de riches contribuables... Et les règles de fonctionnement des services des impôts étaient pour le personnel autant d'obstacles à une recherche de cette fraude des privilégiés.

Bien sûr, on écrit tout cela au passé. Mais rien n'a été changé depuis vingt-deux mois. Sauf une chose :

l'administration a accepté de se livrer à un chiffrage des besoins en personnel avec les syndicats. Résultat : il manque 15 000 agents, selon elle ; alors que les syndicats chiffrent ces besoins à 22 000. Ce calcul fait, les fraudeurs ont pu continuer à dormir sur leurs deux oreilles : il n'a été créé que 1 500 postes d'agents des impôts... alors que ce sont des fonctionnaires particulièrement « rentables » puisque chaque agent supplémentaire, d'après un calcul sommaire, rapporte soixante fois le montant de son salaire annuel.

Si on nous dit qu'il faudrait du temps pour que de vraies mesures contre la fraude fiscale des privilégiés soient totalement efficaces, deux choses n'en restent pas moins vraies : rien n'a été entrepris. Et si cela était fait, on peut espérer.

d'après les agents concernés, faire entrer tout au moins 50 milliards dans les caisses de l'Etat dès la première année. A condition, bien sûr, de ne plus respecter comme par le passé le secret dont les capitalistes entourent leurs affaires.



Prendre 50 milliards à ceux qui volent la Sécu

ALORS qu'on pressure les uns, on établit un silence pudique sur l'une des causes profondes des difficultés financières de la Sécurité sociale... Pas un mot, en effet, ni des partis de gauche ni des syndicats, pour dénoncer le véritable détournement d'argent que font les patrons en ne payant pas le montant des cotisations qu'ils sont censés payer.

Ainsi, en 1981, le montant des cotisations patronales n'a augmenté que de 9,5 % : les patrons ne déclarent pas toutes les sommes dont ils sont redevables à l'URSSAF. Ils payent en fait ce qu'ils consentent à payer, et personne ne contrôle.

Pour la seule région parisienne, cette fraude légale est équivalente à

11 milliards de francs actuels ; ajoutée aux 7,25 milliards de dettes officielles, cela donne un total de 18 milliards manquant dans les caisses de la Sécurité sociale. Uniquement pour la région parisienne !

On peut multiplier à peu près par trois pour avoir une idée de ce que cela représente au niveau national.

Bien sûr, nous dira-t-on, parmi les milliards de dettes officielles (sans doute 17 milliards nationalement...), bon nombre d'entreprises concernées ont fait faillite. Mais, alors, pourquoi ne pas appliquer une idée d'Edmond Maire, constructif pour une fois : les patrons qui reprennent ces entreprises ou leurs activités devraient payer les charges non versées par elles. Ceux qui s'emparent du capital d'un concurrent en faillite

doivent en payer les charges. Proposition logique ! Mais laissée au rang des bonnes idées réservées aux déclarations sans suite pratique.

Cette mesure simple ne rapporterait peut-être pas dans les six premiers mois la totalité des sommes espérées ? Sans doute. Mais elle permettrait, tout comme la lutte contre la fraude fiscale, d'en faire rentrer au moins la moitié dans les caisses de l'Etat.

Et l'avez-vous remarqué ? Il suffirait que ces deux mesures soient rentables chacune à 50 % pour que les sommes ainsi recouvrées dépassent ce que peuvent rapporter la totalité des mesures gouvernementales. Mais, il est vrai, ce ne sont pas du tout les mêmes qui devraient payer !

REMANIEMENT

Le PSU face à lui-même

- L'entrée de Huguette Bouchardeau au gouvernement, avec le titre de secrétaire d'Etat de l'environnement et de la qualité de la vie, provoque une crise au sein du PSU.
- Une nouvelle fois dans son histoire, le PSU se trouve placé devant des choix décisifs.

La direction du PSU avait défini son orientation à l'égard du gouvernement comme étant un « soutien critique ». Position qui se voulait d'équilibre habile. D'une part, cela l'autorisait, au nom du « soutien », à se déclarer partie prenante de la « majorité de gauche » et, à ce titre, d'avoir des membres du PSU dans les cabinets ministériels et de faire élire le plus grand nombre possible de conseillers municipaux sur les listes d'Union de la gauche. Et, d'autre part, au nom de la « critique », elle prétendait rester fidèle à la tradition d'indépendance par rapport aux appareils de la gauche officielle et de loyauté aux intérêts de la classe ouvrière dont se revendique le PSU.

Equilibre instable toutefois. D'autant que, au fil des mois, la critique à l'égard du gouvernement allait s'amenuisant tandis que l'aspiration à accéder aux responsabilités et aux postes ministériels se faisait de plus en plus forte.

Dans ces conditions, il est clair que l'attachement à l'autogestion façon PSU constituait un bien faible barrage face aux ambitions personnelles. Et, alors que faute de perspectives politiques claires les forces réelles du parti s'affaiblissaient graduellement, la direction, déjà peu encline naturellement à mener des combats à contre-courant, ne pouvait plus envisager comme projet pour le PSU que sa propre promotion dans les sphères gouvernementales.

Aboutissement logique, sinon fatal, d'une orientation majoritairement adoptée lors du dernier congrès. Car, lorsque la majorité expliquait : « Aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui

et pour la période à venir au gouvernement actuel », il ne s'agissait pas seulement d'un constat mais d'un choix : le refus de travailler à construire une telle alternative.

On a vu, depuis, l'empressement de la direction du PSU à dénoncer l'extrême gauche et à la déclarer « agonisante » ; sa hâte à désavouer la section PSU de Brest pour avoir présenté une liste aux municipales avec la LCR ; sa hargne à accuser les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » de « néo-poujadisme de gauche ».

Il s'agissait, par là, de « blinder » le PSU contre toute tentation de croire qu'une politique de défense des intérêts ouvriers et de refus de la collaboration de classes n'est pas une vieille lune mais bien le problème brûlant de l'heure. Car le choix de la majorité de la direction, comme il est apparu, allait dans le sens inverse.

Huguette Bouchardeau n'a jamais dissimulé que, selon elle, c'est dès 1981 que le PSU aurait dû se porter candidat au gouvernement. Et tout le monde se souvient comment elle s'est affichée à Versailles lors de la réception de Reagan le 5 juin 1982, alors que le PSU, fidèle à ses positions anti-impérialistes, manifestait dans la rue avec l'extrême gauche et les comités de solidarité avec les peuples d'Amérique latine.

Huguette Bouchardeau est tombée du côté où elle penchait. Qu'en sera-t-il du PSU ? La question est aujourd'hui posée. Car, quoi qu'essaye de faire croire Bouchardeau, comme quoi le PSU garderait toute sa liberté de critique, son entrée au gouvernement engage le PSU et l'entraîne



dans la solidarité gouvernementale.

Il n'est pas sûr que les militants du PSU acceptent de s'engager, derrière leur ex-secrétaire nationale, sur cette pente fatale

qui serait celle du reniement de toutes les batailles menées par ce parti au cours de son histoire.

L'enjeu n'est pas mince.

Francis Sitel

Madame la ministre... en une bouchardesque démarche



Municipales
Le PSU réévalué
par Arnaud Massip



COMMENT décide-t-on d'entrer au gouvernement lorsque l'on est secrétaire nationale d'un parti autogestionnaire ? La question mérite d'être posée à Huguette Bouchardeau qui, visiblement, possède un truc.

Il semble que cette dernière explique que tout cela est allé si vite qu'il n'était pas possible de consulter le parti, ni même sa direction politique nationale. Ce serait donc le bureau politique, voire son secrétariat politique, sinon sa secrétaire nationale elle-même, qui aurait dû, en catastrophe, rendre réponse.

Reste qu'une instance exécutive, comme un bureau politique, décide en fonction des mandats qui lui ont été donnés par le congrès et par la direction nationale élue par ce congrès. Et ce dans tout parti un tant soit peu démocratique, autogestionnaire ou pas...

Or, le débat du dernier congrès du PSU, début 1982, avait précisément porté sur cette question de l'éventuelle participation du PSU au gou-

vernement. et l'orientation majoritaire conditionnait celle-ci à un changement de la politique gouvernementale.

Les garanties posées devaient être que le gouvernement s'appuie sur le mouvement populaire, qu'il s'engage à promouvoir des changements significatifs. Par exemple : « Une politique extérieure nouvelle, indépendante des Américains, le freinage de la course aux armements, des droits réels pour les travailleurs, une vraie politique de partage du travail... (1) ».

Quant à la direction politique nationale du 20 mars 1982, elle avait adopté, par 34 voix contre 15, une résolution actualisant ce mandat. « Le PSU serait prêt à participer à un gouvernement résolu à mettre en œuvre une orientation s'appuyant prioritairement sur les couches populaires qui ont permis le changement de 1981. C'est cette orientation, fondée sur un projet social de lutte contre la crise, s'appuyant sur la réduction des inégali-

tés, mais refusant une amputation de la consommation populaire comme moyen de rétablir les équilibres extérieurs, que le PSU entend, ainsi, soutenir. C'est la lutte contre le chômage, notamment par la réduction massive du temps de travail, l'amorce d'une autre politique industrielle et énergétique, comme la mise en œuvre des droits et pouvoirs nouveaux, qu'il s'agit, ainsi, d'impulser. »

Donc, de deux choses l'une. Ou, sans que personne ne s'en aperçoive, pas même Mitterrand, Mauroy et Delors, le gouvernement a adopté la politique préconisée par le PSU. Ou Huguette Bouchardeau, avant de s'asseoir à son fauteuil ministériel, s'est préalablement assise sur les mandats que lui avait donnés son parti.

F. S.

1. Voir, in « Critique communiste » n° 5 (février 1982), l'article de J.-M. Freyssat : « Le PSU et le soutien critique ».

LES PREMIERES REACTIONS AU SEIN DU PSU

Le communiqué du bureau politique du PSU, au soir du 13 mars, annonçant que le PSU entendait participer « à l'action gouvernementale elle-même », avait suscité de premières réactions.

A la direction politique des 19 et 20 mars, une motion désapprouvant cette initiative avait été repoussée de justesse, par 27 pour et 29 contre.

Les remous sont évidemment beaucoup plus importants avec l'entrée effective de Bouchardeau au gouvernement. Dix-huit membres de la DPN ont publié, le mardi 22 mars, un communiqué rappelant les termes de la résolution adoptée par cette instance le 20 mars (in *Le Monde* du 24 mars).

De leur côté, trois membres de la majorité, Bernard Ravenel, Jeanne Brunschwig et Victor Leduc, membres du bureau politique, ont publié une déclaration expliquant : « Le PSU, qui n'a nullement renoncé à sa position de soutien critique, a toujours subordonné, dans les résolutions de ses congrès et de sa direction politique, (...) son éventuelle participation au gouvernement à la réalisation d'une politique nouvelle. »

En fait, l'exigence aujourd'hui avancée par une bonne partie de la DPN et bon nombre de fédérations est celle d'un conseil national extraordinaire sur cette seule question de la participation ou non au gouvernement.

Une majorité de la direction politique nationale (37 membres sur 70) se prononce pour la convocation d'une DPN qui devrait se réunir le 10 avril. Elle se propose de convoquer un conseil national extraordinaire qui se tiendrait un mois plus tard, les 7 et 8 mai.

UN COMMUNIQUE DE LA FEDERATION PSU DU VAR

« Le plan d'austérité décidé par le nouveau gouvernement va frapper de plein fouet les travailleurs, en contradiction avec la volonté populaire qui a porté Mitterrand au pouvoir. (...) Le PSU avait fait de la discussion de ces objectifs un préalable à sa participation au gouvernement. Rien n'a été discuté. Huguette Bouchardeau entre au gouvernement sans en avoir débattu même au sein de son propre parti. »

« La fédération PSU du Var dénonce toute participation à un gouvernement qui ne cesse de faire des concessions au patronat au détriment des travailleurs. »

FEDERATION PSU DE LA HAUTE-MARNE

Expliquant qu'elle vient de prendre connaissance de l'entrée au gouvernement d'Huguette Bouchardeau, la fédération de la Haute-Marne écrit que c'est « sans consultation du parti, comme il est de règle statutaire. De ce fait, et en vertu des statuts, elle n'est plus ni secrétaire nationale, ni membre du bureau politique. »

« En conséquence, la fédération de la Haute-Marne n'est désormais aucunement engagée par cette personne qui s'est mise ainsi volontairement en dehors des règles de fonctionnement démocratique du parti. »

MINISTRE DES RETOMBÉES

Le vendredi 25 mars, Huguette Bouchardeau a déclaré à Antenne 2 à propos de la bataille antinucléaire dont participe le PSU : « Sur ce terrain comme sur d'autres, je devrai pratiquer la solidarité gouvernementale, tout en conservant ma liberté d'expression. Mais je compte bien que mon ministère aura à s'occuper de ce qui concerne tous les problèmes de pollution, de nuisances d'origine industrielle, y compris les retombées du nucléaire. »

Espérons qu'elle a un grand parapluie, madame la secrétaire d'Etat ; pardon ! madame la ministre.

Les directions syndicales cautionneront-elles l'inacceptable ?



Oui, dans l'unité et dans la rue, tout de suite et pour le 1^{er} Mai

QUAND une décision patronale insupportable était prise par Giscard, il n'y avait pas beaucoup d'hésitation. Même si les directions du mouvement limitaient les mobilisations dans l'attente des lendemains électoraux qui chantent, il y avait cependant des manifestations de masse.

Souvenons-nous, contre la loi Berger sur la Sécurité sociale... Des manifestations qui avaient fait abandonner des projets réactionnaires. Dont malheureusement une grande partie entre en application aujourd'hui...

Aujourd'hui, cependant, le mécontentement est massif. Il ne pourra pas trouver une solution dans les négociations prévues par Mauroy : il ne s'agit là que de quelques aménagements aux décisions prises sous la dictée des bourgeoisies européennes.

Notre jugement, d'ailleurs, pourra être facilement vérifié dans les jours qui viennent.

Le rôle des organisations syndicales ne peut pas servir de tampon, amortissant les chocs entre le gouvernement et les travailleurs : instrument de lutte, les syndicats doivent remplir leur tâche élémentaire, mobiliser contre les attaques patronales et contre toute politique au service des patrons.

Dès maintenant, cela est vrai : il y a déjà plusieurs jours qu'un appel unitaire à manifester et à faire grève aurait dû être lancé par les confédérations ouvrières.

Ce qui était nécessaire contre la droite l'est tout autant contre les décisions de la majorité PS-PC qui obéissent aux mêmes principes que la droite.

Si le gouvernement se déconsidère, les organisations syndicales ne doivent pas se déconsidérer avec lui : elles sont et auraient dû rester des outils entre les mains des travailleurs. Pour mener leur combat. Elles doivent donc le redevenir.

Pour défendre les revendications ouvrières et exiger du gouvernement qu'il réponde à l'attente des travailleurs et non pas à celle du patronat.

Tel est l'enjeu des débats en cours dans le mouvement syndical pour parvenir à l'unité d'action, à l'unité pour un 1^{er} Mai contre l'austérité.

P. R.

A l'annonce des mesures d'austérité, les premières réactions des directions syndicales furent plutôt hostiles. En écho à ce qu'elles attendaient à la base.

Puis, elles ont joué la désescalade. Et l'affaire en est aujourd'hui à un calendrier de rencontres avec Pierre Mauroy. Chaque dirigeant confédéral conservant, cependant, par

devers soi, quelques désaccords propres à alimenter les discussions et propres à canaliser le mécontentement sur des sujets bien délimités, très loin du refus de cette politique d'austérité.

Chacun sa façon de cultiver son jardin syndical, en somme, alors que les travailleurs et les militants se demandent comment agir efficacement.

CGT : Eh, Krasucki, c'est oui ou c'est non ?

C'AURAIT été le strict rôle de la CGT de dire non aux mesures visant le pouvoir d'achat. Trop simple, trop carré, pour cette direction confédérale ? Soucieuse à la fois de répondre au mécontentement qu'elle perçoit et de ne pas attaquer de front un gouvernement où les ministres du PC ont retrouvé leur rond de cuir...

Donc elle se livre à une savante contorsion, une de celles qui lui coûtent si cher depuis six ans. Elle condamne une bonne partie des mesures, avance quatre propositions pour que la fiscalité frappe les patrons et les riches. Puis elle retient son souffle. Krasucki verra Mauroy vendredi 1^{er} avril, mais il lui réservera la primeur de sa déclaration. On ne va quand même pas informer les adhérents CGT avant le Premier ministre ! Krasucki est donc prêt à discuter, pour corriger, loyalement envers le gouvernement, des mesures qu'il trouve simplement mal ajustées.

Mais le rejet est massif, dans les entreprises. Aussi, certaines unions départementales, fédérations (EDF)

organisent des mouvements de protestation. Ce sera une pétition dans les Hauts-de-Seine, une manifestation unitaire avec la CFDT, devant la préfecture, dans le Territoire de Belfort, une manifestation pour l'UD de l'Isère. L'EDF CGT sera en grève le 12 avril. D'autres actions seront annoncées dans la plus grande diversité, car Krasucki a le souci de ne pas faire converger vers une grève nationale le mouvement de refus de l'austérité. Pourtant, cette grève nationale de 24 heures est populaire, à en juger par des réactions massives dans des assemblées générales de militants récentes qui, depuis l'annonce du plan, attirent beaucoup de monde.

Une direction confédérale jouant un rôle syndicaliste lutte de classe mettrait en place, maintenant, les conditions d'une grève nationale de 24 heures. Elle adresserait au gouvernement une sommation : « retirez ces mesures, ou c'est la grève nationale ». Ce faisant, elle contacterait immédiatement la CFDT, FO et la FEN pour organiser la riposte unitaire. Elle mobiliserait les UD et les syndicats dans cet objectif de pré-

parer, par des actions de mobilisation locale, l'échéance de la grève de 24 heures. En toute indépendance, elle mettrait le gouvernement devant ses responsabilités : annuler ces mesures ou trahir ouvertement les travailleurs.

Le dispositif cégétiste mis en place par Krasucki joue la dispersion. Il veut éponger à moindre frais le mécontentement. Mais, pour répondre au sentiment unitaire, il en vient à offrir une perspective unitaire, plus tard, le 1^{er} Mai. Il est évident que si l'unité est possible le 1^{er} Mai, elle l'est tout de suite contre les mesures d'austérité.

Que Krasucki et la direction confédérale ne s'opposent pas au plan d'austérité avec la vigueur nécessaire, et ils s'opposeront dans la CGT à tous ceux qui veulent défendre le pouvoir d'achat des travailleurs, quelle que soit la composition du gouvernement. Ceux-là sauront rappeler ce que le syndicalisme veut dire, ce qu'indépendance par rapport au gouvernement veut dire, ce qu'unité et action veulent dire.

J. L.

CFDT : Maire veut gérer l'argent de l'austérité

ON a refusé de considérer les citoyens comme des adultes en occultant la vérité. » Edmond Maire a, dans l'annonce des mesures d'austérité, trouvé de quoi se venger des réactions provoquées par ses déclarations du 2 février du haut du perron de l'Élysée.

« Il est tout de même dommage, a-t-il argumenté le dimanche 27 mars pour prouver sa bonne volonté, alors qu'un syndicat est prêt à s'engager et accepte certaines mesures de rigueur, qu'on ne le consulte pas, qu'on lui dise de se taire, qu'on gâche ses chances d'être entendu » (Le Grand jury, RTL-le Monde).

A cette attitude du pouvoir, il en oppose une autre : « Il faut une mobilisation qui ne peut venir que d'un dialogue enfin rétabli entre les pouvoirs publics et l'ensemble des forces syndicales. »

Nous voici donc à la recherche d'une « bonne rigueur ». Elle consisterait, selon le dirigeant de la CFDT, dans de « nouveaux droits » des organisations syndicales. Celles-ci, selon lui toujours, devraient pouvoir gérer les fonds salariaux obtenus en transformant « l'emprunt obligatoire » en « contrats épargne-entreprises ». Les sommes prélevées de la sorte sur les salaires constitueraient un fond pour aider à l'investissement industriel et au partage du travail. A une condition : que les organisations syndicales aient le contrôle de leur usage.

Donnant l'impression d'imposer

une contrainte, face aux patrons, pour l'objectif prioritaire qu'est la lutte contre le chômage, cette proposition était propre à susciter quelques échos.

Cependant, à l'évidence, elle mène totalement à l'impasse : le fait que les patrons, aux yeux d'Edmond Maire, conservent légitimement le droit de licencier et le droit au secret capitaliste sur toutes leurs affaires importantes, devrait suffire pour mettre à nu la nature de la proposition. En pratique, il s'agit de donner des responsabilités aux syndicats pour les habituer à gérer la masse salariale en fonction de « la viabilité de l'entreprise », comme le disait un récent rapport au conseil national de la CFDT.

Pierre Rosanvallon, l'un des idéologues liés à l'appareil confédéral avait d'ailleurs montré jusqu'où il s'agissait d'aller, dès novembre dernier : « Le fait de penser en terme de masse salariale ne signifie pas évidemment qu'on sépare les questions de revenus de celles de la qualification et de l'emploi (...). Avec la mise en place de ce type de procédure s'ébaucherait une nouvelle fonction syndicale, cette nouvelle fonction syndicale étant une fonction d'arbitrage (ces derniers mots sont soulignés dans le texte... !). Il y a ainsi la difficulté de transformer un système qui n'était pas complètement responsable en un système responsable (...), ce qui instituerait l'organisation syndicale en instrument central de gestion

d'une politique de réduction des inégalités et des disparités. » (Dans la revue *Intervention*, en novembre 1982).

On croit rêver. Puis, après avoir bien lu, on comprend que si Maire ne propose pas de mobiliser contre les mesures d'austérité alors qu'il critique le plan du gouvernement, c'est pour une simple raison : il aurait voulu « passer d'un système pas tout à fait responsable à un autre où l'organisation syndicale pourrait gérer »... les mesures d'austérité !

Et il y a, tout bêtement, une meilleure façon de passer à un système où les travailleurs peuvent exercer leurs responsabilités : par la mobilisation pour leurs intérêts et pour imposer leur contrôle, en interdisant les licenciements et en imposant les embauches pour lutter contre le chômage. Et en répondant, très simplement, à tous ceux qui leur font le chantage classique à la ruine de l'entreprise : « Levez le secret capitaliste sur les comptes, et laissez votre place ; que l'entreprise soit nationalisée et placée sous le contrôle des travailleurs. » Cela paraît-il, à Edmond Maire, « non responsable » ?

Peut être ! Mais c'est là la seule voie pour les travailleurs : s'ils ne veulent pas laisser les patrons gérer le gâteau, tout en confiant aux syndicats la gestion des quelques miettes qui en tombent, quand les travailleurs subissent une perte de leur pouvoir d'achat.

Pierre Rème

Quatre semaines de lutte au centre de tri PTT de Toulouse

Les postiers de Toulouse ne sont pas des novices en matière de changement de locaux. Avant d'être dans l'actuel bureau-gare, l'administration leur avait promis, quand ils seraient dans de nouveaux locaux, de satisfaire leurs revendications. Ils ont dû lutter dix ans pour s'aligner sur les gares parisiennes. Aujourd'hui, on leur propose un nouveau transfert vers un centre de tri automatique tout neuf. Tous savaient que ce nouveau déménagement serait un moment fort de leur lutte, car ce projet est en l'air depuis 1974.

Mais, entre-temps, le 10 mai est intervenu et beaucoup à Toulouse-gare pensaient que la politique de la droite était battue. Il n'en est rien. Ce transfert est un prétexte pour remettre en cause quinze ans de luttes (horaires, pauses, etc.). Vu son lieu d'implantation (au Mirail), il coûtera à chaque agent 300 F supplémentaires, mensuellement, pour frais de transport. Les trajets vont prolonger de quatre heures la semaine de travail et l'automatisation du tri va entraîner une réduction de l'effectif de travail.

Après de multiples négociations à la direction départementale, les postiers de Toulouse-gare sont passés à l'action. Une heure de grève par jour et par service, aux heures de fort trafic. La grève est massive, unitaire ; CGT, CFDT et FO y participent. Le choix de cette forme de lutte qui ressemble aux grèves bouchons est le produit d'un double constat. D'abord, la volonté de durer, ensuite la volonté de ne pas paralyser totalement l'acheminement du courrier.

Le patronat et les actions musclées

Les postiers exigent trente-cinq heures en jour (par la suppression de tout travail le samedi après-midi) et trente-deux heures et demie en nuit (suppression du décalage de rentrée) ; ils sont en désaccord avec la nouvelle organisation du travail qui va entraîner une modification totale du mode d'acheminement et un retard du courrier.

Mais cette forme de lutte, incontestablement efficace, est aussi por-



Quand le travail s'arrête, les sacs s'entassent...

teuse d'un inconvénient majeur. Aucune énergie n'est libérée (la grève a lieu durant le service) pour la popularisation du conflit. Les travailleurs sont obligés de s'en remettre aux syndicats départementaux et aux unions départementales. Or, justement, en quatre semaines, pas un seul tract n'a été diffusé sur les entreprises pour soutenir le conflit. Cette absence de soutien favorise l'activité des patrons qui hurlent contre les grévistes et appellent à des actions musclées. Il faut dire que le patronat toulousain, avec la victoire de Baudis aux municipales, a « le vent en poupe ». Il a aussi à son palmarès les bus « antigreve » mis en place lors de la grève des tramways de décembre 1982.

L'union patronale qualifie la grève de « *pernicieuse* », « *égoïste* », « *injuste* ». Ils se proposent de virer

leurs comptes des CCP, de ne plus payer les machines à affranchir, « *si l'on arrive pas*, disent-ils, à une solution rapide, les patrons de Midi-Pyrénées pourraient réagir d'une façon dure voire très musclée ». Le CID, quant à lui, menace d'aller « *trier lui-même son courrier* ».

Sur le centre de tri, les militants de la LCR développent trois points pour la mobilisation. L'heure de grève doit être un lieu de débat qui contrôle les négociations de l'intersyndicale, un lieu qui définit les actions nécessaires pour amplifier et soutenir la grève. Il faut se saisir de cette lutte pour « *descendre dans la rue* », laissée aux patrons depuis le 10 mai, pour soutenir le conflit. Il faut prendre tous les moyens nécessaires pour riposter à toute provocation éventuelle des patrons. La LCR propose sur la ville que des initiatives de soutien soient prises dans tous les milieux de travail.

Non à l'armée briseuse de grève !

Mercredi 30, l'administration PTT Toulouse a fait appel à l'armée pour procéder au triage du courrier. 150 000 lettres ont été enlevées du centre de tri en grève pour être transportées dans une base militaire.

La collaboration entre le ministère des PTT et celui des Armées s'instaure sur le dos des travailleurs en lutte depuis quatre semaines !

C'est une tentative de briser la lutte, conforme aux désirs du patronat toulousain, menaçant les travailleurs d'actions musclées pour rétablir l'ordre.

Est-ce là une « mesure d'accompagnement » du plan d'austérité mis en place par le gouvernement, qui fait payer les travailleurs, en « épargnant les entreprises » ? (Lionel Jospin à RMC).

Il faut partout, en solidarité avec ceux des PTT de Toulouse en lutte, faire savoir au gouvernement et aux députés de la majorité que ces manœuvres-là ne seront pas tolérées par les travailleurs. Solidarité avec les grévistes du tri PTT de Toulouse. Non à l'armée briseuse de grève !

La Chapelle Darblay : « Le pouvoir doit faire un choix »

Le bilan a été déposé depuis deux ans à La Chapelle, et les travailleurs ne savent toujours pas quel sera le sort de leur emploi.

« *Nous n'acceptons pas maintenant une nouvelle période d'attente. Les raisons "techniques" mises en avant sont dépassées. Le pouvoir doit faire un choix ! Ce choix est difficile, d'autant que les travailleurs, lors des dernières élections, lui ont passé un message. Nous espérons qu'il l'a reçu* », déclaraient dans un communiqué adopté le 16 mars les syndicats CGT de La Chapelle Darblay de Saint-Etienne-du-Rouvray, Grand Couronne et Corbeil-sur-Es-sonne.

Lundi 28 mars, ils sont montés à Paris. Sept cars sont partis de Saint-Etienne-du-Rouvray. Ils étaient 400 devant le ministère de la Recherche et de l'Industrie, déployant banderoles et bobines

de papier en travers de la rue de Rivoli.

« *Le gouvernement adoptera le plan papier-carton le 15 avril* ». C'est la réponse qu'a reçue la délégation au ministère. Cela fait des mois que la date recule, sans que les travailleurs puissent savoir exactement quel sera le contenu de ce plan. Discussions, supputations et recoupements, font craindre plusieurs centaines de licenciements à Saint-Etienne, la fermeture progressive de Grand-Couronne.

La CGT avait placé la manifestation sous les banderoles du « *produisons français, pour l'indépendance de la presse* ». une partie des manifestants reprenait par contre le mot d'ordre « *nationalisation, aucun licenciement* », revendication que la CGT et le PCF ont rangé dans les tiroirs depuis le 10 mai 1981.

Les salaires ont été augmentés de 4 % depuis le début de l'an-

née, 400 F de récupération au titre de 1982 (salaires bloqués) ont été dépensés par les travailleurs en grève pour le maintien de l'emploi...

Le 15 avril, les travailleurs des Papeteries de La Chapelle ont à nouveau rendez-vous : avec le gouvernement ! Les syndicats CGT déclaraient dans leur communiqué du 16 mars : « *Il faut que les papetiers de La Chapelle Darblay, qui n'ont bénéficié jusqu'ici que de peu d'effets positifs mais au contraire ont subi la dégradation de leur situation, soient les artisans déterminés du changement et en profitent pleinement. Pour cela, ils doivent le construire* ». Le changement à La Chapelle ne peut être que le maintien de l'emploi pour tous. Il faudra, sinon, faire comprendre au gouvernement qu'il doit revoir son plan. Par la lutte !

M. M.



Les patrons hurlent et l'administration fait appel à l'armée...

GARE DU NORD reprise à l'arraché

Après dix jours de grève, le travail a repris à la gare du Nord (cf. Rouge du 25 mars).

Les travailleurs de la manœuvre ont voté la reprise par 28 contre 22 pour la continuation du mouvement. Leur revendication principale n'a pas été satisfaite. La direction, qui voulait supprimer une machine et, partant, quinze postes de travail, l'a seulement mise « en réserve ». Pour faire le point avec les directions syndicales, dans deux mois, sur son utilité.

L'accord de fin de grève comporte également pour les travailleurs de la main-d'œuvre des relèvements de postes, et des améliorations de déroulement de carrière.

La CGT a proposé mardi de limiter le mercredi la grève aux travailleurs de la manœuvre, alors que les services de l'ensemble de la gare avaient débrayé en solidarité depuis le début de la semaine. Le jeudi, elle propo-

sait la reprise du travail : « *On ne peut obtenir plus*, assurait elle, *les autres secteurs ne suivraient pas...* ». La CFDT proposait de continuer la lutte sans développer ses propositions devant les travailleurs. La direction SNCF, qui n'a jamais digéré le vote du 10 mai, n'a que temporairement reculé. Elle évitera à tout prix la mise en usage de la machine à la manœuvre pendant deux mois, pour justifier à nouveau les suppressions de postes.

Les cheminots de la gare du Nord se trouveront à nouveau confrontés aux mêmes problèmes. Il était possible, la solidarité autour des travailleurs de la manœuvre l'a démontré, d'élargir régionalement le mouvement. Seul le rapport de forces peut faire reculer la direction SNCF dans sa politique de rentabilisation.

La lutte qu'ils viennent de mener à la gare du Nord sera sans conteste un acquis dans les futurs combats.

Elle dévoile aussi aux yeux de nombreux travailleurs la politique mise en œuvre depuis le 10 mai. A la SNCF, comme ailleurs, elle ne ressemble en rien au changement.

Discussion avec des travailleurs du bâtiment de Bordeaux « Pour que tout le monde sache et tire les leçons »

Les travailleurs de l'entreprise Poisson, bâtiment, à Bordeaux, ont vécu plusieurs expériences de lutte édifian-tes depuis le 10 mai. Six d'en- tre eux, dont trois camarades du PCF, ont bien voulu en dis- cuter avec un militant de la LCR du bâtiment de Bordeaux,

pour, comme le dit l'un d'en- tre eux, « que ce qui nous est arrivé n'arrive pas à d'autres boîtes ». La discussion a eu lieu entre les deux tours des municipales ; pour la majorité d'entre eux, c'était les pre- miers contacts avec la LCR.

De nos correspondants

DANS la foulée du 10 mai, deux sections syndicales, CGT et CFDT, se sont créées dans l'entreprise. Sans querelle d'éti- quette; d'ailleurs, elles distribueront

même des tracts unitaires d'appel à la syndicalisation dans la confédéra- tion de leur choix.

André résume ce qui a mené les quarante-deux travailleurs de l'en- treprise à s'organiser : « Maintenant, on a un gouvernement de gauche,

autant en profiter, essayons de dé- fendre nos droits. »

Leur première lutte pour l'applica- tion des 39 heures sans perte de sa- laire, dans la vague nationale de grè- ve sur cette revendication, sera leur premier succès. Ils continueront en faisant circuler une pétition en dix- huit points : « Pour nos droits, pré- cise André, il n'y avait pas de reven- dications salariales. » Pour le pa- tron, c'est la guerre. Il licencie bien- tôt neuf militants syndicaux particu- lièrement actifs. Les travailleurs se tournent vers ceux qu'ils considèrent comme leurs représentants... et les surprises commencent.

L'inspection du travail, une officine de licenciement...

Aux unions départementales CGT et CFDT, on leur explique : « Ne vous inquiétez pas, il ne pourra jamais les licencier... » Ils devront chercher eux-mêmes un avocat. Lorsqu'ils proposent ensemble, CGT et CFDT, d'élargir le conflit aux entreprises qui avaient les mêmes problèmes, on leur répond « oui, oui » mais rien ne se passe. André conclut : « On a eu l'impression qu'on n'intéressait pas grand monde parce qu'on emmer- dait pas mal. »

Pour l'inspection du travail, la fa- çon dont elle a mené l'enquête obli- gatoire sur la boîte parle d'elle- même. C'est ce que raconte André : « Elle s'est pointée aux bureaux; le directeur était absent. Elle a donc réuni le magasinier (un militaire à la retraite), la secrétaire comptable, le métreur (petit chien du patron

qui prenait des photos pendant la grève) et a procédé à une consulta- tion rapide de ces personnes. Ensui- te, elle s'est fait communiquer la comptabilité par téléphone, sans documents écrits ! » Durée de l'opération : à peine deux heures ! Inutile de dire que les licenciements ont été accordés !

Ils posent un recours devant Au- rous. « Là, carrément, résume An- dré, un ministre socialiste a permis que des syndicalistes soient vidés d'une entreprise. » « Il nous a ré- pondu avec les arguments des pa- trons », ajoute Pierre.

Les unions départementales leur disent alors : « Il faut foncer. » La grève démarre, elle durera onze jours. Durant le conflit, le PCF leur apporte son soutien. Pierre expli- que : « Quand on a vu arriver les gars du PCF de chez Dassault, ça nous a regonflés, on a senti qu'on était pas seuls. » André ajoute : « Ils ont fait, à cette époque (mai-juin 1982), des interventions au conseil municipal de Mérignac qui nous ont fait avancer. » A la fin du conflit, une cellule du PCF sera créée sur l'entreprise.

Histoire d'une réunion tripartite

Il y aura onze jours de grève, jus- qu'à ce qu'une réunion tripartite soit organisée sous la pression des ou- vriers, entre la mairie de Mérignac (PS-PC), les syndicats, et le patron secondé par le secrétaire de sa fé- dération patronale... maire PS de Sauveterre-de-Guyenne en Gironde.

Précision utile, Poisson, patron de la boîte, est également au PS. Tout le monde leur dit : « Vous avez été trop loin, il faut arrêter le conflit. » L'ad- joint au maire, communiste, « indis- posé par la chaleur », précise Pierre, ne dira rien. A la sortie de la réunion, le permanent CFDT leur conseille de continuer la lutte ; le permanent CGT, lui, conclut qu'« il faut savoir commencer une grève, et la finir ; vous n'obtiendrez rien de plus ».

Sainte-Marie, le maire de Méri- gnac, leur garantit qu'il allait régler le problème et leur recommande de bien voter le 6 mars prochain. Mais, explique André, « on a appris, par hasard, que la mairie avait rencon- tré le patron sans nous. Et c'est lui qui nous annonce maintenant que, si on continue, il ira se plaindre à Sainte-Marie ».

Reste les élus communistes. Ren- dez-vous est pris le soir où l'on fête l'accord de la liste d'union PS-PCF, pour les municipales. Une heure d'attente dans un bureau, seuls, pas mêmes invités à boire l'apéros. Pour entendre comme réponse : « Les travailleurs ne font rien pour arran- ger les choses. » Aucune parole, au- cun acte de soutien, et le traditionnel « toi, il va falloir que je discute avec toi » en réplique aux questions préci- ses.

Sur l'entreprise, les licenciements ont entamé la force des syndicats, une certaine démobilisation règne chez le reste des travailleurs. Mais les six camarades avec lesquels nous avons discuté restaient déter- minés. Pour que « tout le monde sa- che et tire les leçons », ils ont ac- cepté que nous résumions cet entre- tien pour Rouge.

Alsthom Saint-Ouen Une justice au service de qui ?



Alsthom-Saint-Ouen 1979 : des grévistes en manifestation à la Bourse.

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué de pres- se de la section syndicale CFDT-Alsthom Atlantique savoisiennne Saint-Ouen. La direction Alsthom avait inten- té, en 1979, un procès en dommage intérêt aux syndicats CGT et CFDT; elle réclamait six cent millions !

Les syndicats CFDT et CGT viennent d'être condamnés par la cour d'appel de Paris à payer 35 000 F de dommages et intérêts, plus le franc symbolique, plus une somme qui sera « appréciée » par un ex- pert pour « préjudice commercial ». Cette condamnation est le résultat du procès intenté par la direction aux deux syndicats à la suite des six semaines et demie de la grève de 1979.

Les travailleurs en grève avaient décidé l'occupation de l'usine, le démontage des pièces essentielles des principales machines pour em- pêcher le redémarrage de l'usine après l'intervention des CRS. C'est pour ces mesures que les syndicats sont aujourd'hui condamnés.

Pour la CFDT, cette condamnation est inacceptable. Et nous som- mes obligés de constater :

- que la loi d'amnistie ne s'applique pas,
- que la nouvelle direction de l'entreprise nationalisée aurait pu retirer sa plainte et que cela n'a pas été fait,
- que l'avocat général a soutenu les thèses de la direction,
- que le projet Auroux interdisant de semblables condamnations a été rejeté par le Conseil constitutionnel et que le gouvernement s'est incliné.

La responsabilité des forces qui prétendent défendre les travail- leurs est ainsi directement engagée.

Face à l'aggravation de la crise, le gouvernement actuel suit exac- tement la même politique que le précédent : austérité, restructura- tions, tout cela sur le dos des ouvriers.

Pour faire passer tout cela, il lui faut intimider la classe ouvrière, la museler, lui imposer la paix sociale par la peur, et si c'est insuffisant, il reste la répression. De même, il faut rappeler aux directions syndicales le rôle que le patronat attend d'elles : contrôler et museler les initiati- ves de la classe ouvrière afin qu'elle maintienne ses luttes dans un ca- dre « acceptable » par le capitalisme.

C'est cela qui donne tout son sens au jugement d'aujourd'hui.

La section CFDT réaffirme clairement ceci :

Non seulement elle ne paiera pas un centime, mais les travailleurs peuvent compter sur elle pour ne pas changer d'un pouce sa ligne de conduite, de défense de leurs intérêts, contre l'exploitation capitaliste, jusqu'à leur libération véritable.

CHAUSSON GENNEVILLIERS Elections professionnelles

Chausson-Gennevilliers au lende- main de la grève. Dans le collège ouvrier, sur 2 917 inscrits, la CFDT, avec 30,13 %, gagne 5,94 points ; la CGT, avec 56,51 %, perd 5,56 points ; FO, avec 13,38 %, se main- tient avec une légère perte de 0,37 point.

Les résultats confirment l'érosion

constante de la CGT dans ses plus vieux bastions.

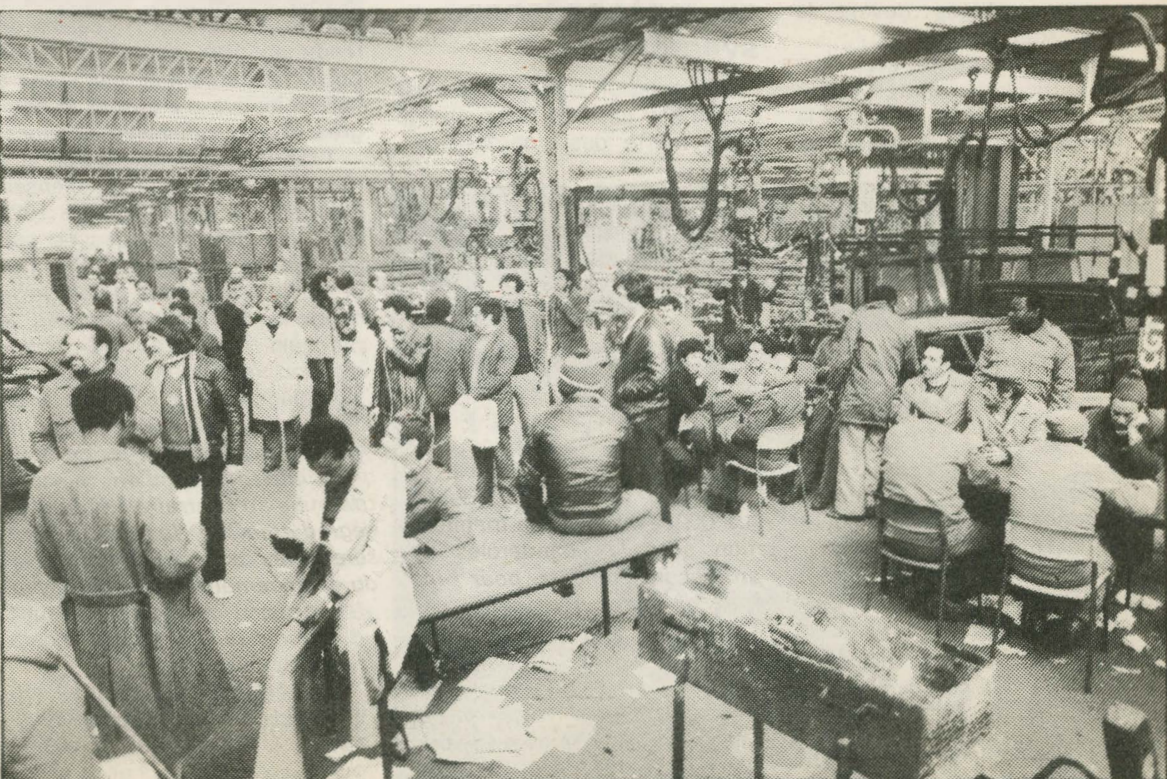
Il faut noter que l'usine est parta- gée en deux secteurs. Dans le pre- mier, où les militants de la CGT ont eu une attitude correcte et unitaire dans la lutte, les scores électoraux n'évoluent pas en comparaison des dernières élections.

Dans le deuxième secteur, par contre, la CFDT gagne 16,37 points et devient la première organisation avec 47,57 % des voix. C'est là que, pendant la grève, les militants CFDT ont animé un comité de grève. C'est là, surtout, qu'est concentrée la di-

rection PCF de la CGT.

Ces élections ont sanctionné ceux qui, au début du conflit, traînaient la patte derrière les travailleurs et n'ont eu comme souci que de faire re- prendre le travail au plus vite.

Dans le deuxième collège, la CGC, présente pour la première fois, ob- tient 46,68 % des voix, raflant 11,53 % à la CGT, 15 % à la CFDT, et 15,56 % à FO. Il faut voir là l'effet d'une relative polarisation à droite, d'une hostilité à la lutte des travail- leurs immigrés, et le vote de travail- leurs se sentant délaissés par les syndicats ouvriers.



Chausson Gennevilliers : les élections professionnelles tiennent compte des leçons de la grève de janvier.

ENSEIGNANTS

1^{er} congrès du SNES de l'après-mai 1981: et de l'austérité...?

LE SNES (syndicat de la FEN pour les enseignants des collèges et lycées) a tenu, du 22 au 25 mars, à La Baule, son premier congrès national depuis le 10 mai 1981. L'Union de la gauche retrouvée a transformé la nature du débat syndical: le précédent congrès avait été dominé par la lutte interne à la FEN entre les tendances UID (Unité, indépendance et démocratie, animée par le PS) et UA (Unité et action, animée par le PCF); rien de tel à la Baule où les convergences entre les deux tendances furent maintes fois soulignées. Et, pour la première fois depuis longtemps, le secrétaire général de la FEN se rendit en personne au congrès national du deuxième syndicat de sa fédération...

La tendance UID (majoritaire à la FEN, mais minoritaire au SNES) s'est cependant démarquée par la surenchère dans le soutien à la politique du gouvernement: effort et rigueur furent ses maîtres-mots.

La majorité UA sort électoralement renforcée du congrès (le rapport d'activité a été approuvé par 63 % des votants contre 57,5 % en 1981). Une partie des syndiqués, qui s'en était détournée au temps de la division exacerbée, est revenue dans le giron de la direction. Celle-ci a su également «chevaucher» les réactions du milieu, sur l'austérité comme sur les projets scolaires du gouvernement.

Mais la progression de UA ne doit pas cacher la montée des débats en son sein. La direction s'efforce, non sans succès, de canaliser la discussion syndicale à l'intérieur de la tendance majoritaire, afin d'empêcher l'expression de convergences éventuelles avec les courants minoritaires. De sorte que plusieurs questions importantes trouvent leur réponse dans UA, avant même que d'être posées devant le syndicat tout entier.

La principale d'entre elles porte sur l'articulation entre la lutte pour des moyens nouveaux, et la transformation des structures

scolaires. La direction du SNES se défend d'opposer les deux. Mais un large courant de UA perçoit, derrière un virage pédagogique confirmé du SNES, une forme de recentrage et d'abandon revendicatif.

Pour les militants critiques, un tel dérapage risque fort de conduire le SNES sur le terrain du ministère qui tente de compen-

devant les projets gouvernementaux, en particulier pour refuser toute logique de mise en concurrence des établissements publics et pour combattre ce qui dans la réforme des collèges traduit un abandon de l'objectif de formation et de qualification.

Pression explicite dans les réunions internes à UA, pression aussi par le jeu des amendements, particulièrement nombreux, proposés par les congrès académiques.

Une délégation, celle de Lille, s'est distinguée par le maintien de ses amendements au vote du congrès national. Comportement qui mérite d'être relevé puisqu'il fait prévaloir l'exercice fédéraliste de la démocratie syndicale sur une injustifiable discipline de tendance. Même si, sur le fond, les délégués de Lille ne font que reprendre les positions traditionnelles de UA. Il faut que cette liberté d'initiative ait fortement gêné la direction du PC pour que l'*Humanité* ait jugé utile d'amalgamer la délégation de Lille avec l'UPSAS (Union pour le SNES aux syndiqués, tendance animée par le PCI), au plus grand mépris de la réalité des débats.

L'UPSAS, précisément, avait adopté le «profil bas», contournant l'épineuse question de l'austérité, et se limitant à déposer quelques amendements très ponctuels.

Le débat international a été l'occasion de saluer chaleureusement le représentant des enseignants du Salvador. L'unanimité s'est faite autour d'une motion de solidarité avec les travailleurs immigrés. En revanche, une motion déposée par Montpellier en faveur de l'abrogation de la loi Courrière, qui réhabilite les bourreaux du peuple algérien, a été repoussée.

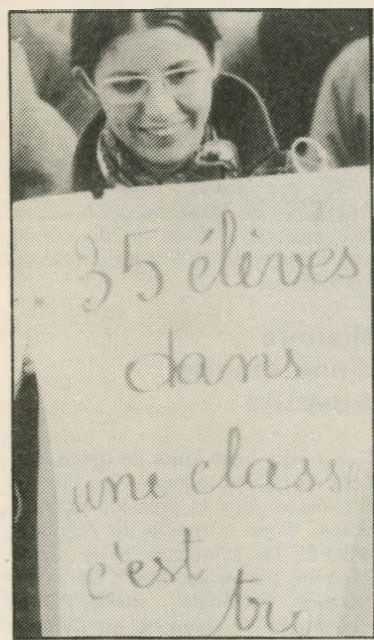
La direction n'a pu complètement éviter le débat sur l'austérité. Mais tandis que la dernière séance du congrès, consacrée à l'action, lui donnait l'occasion de réagir au plan d'austérité rendu public le même jour, elle laissa à l'EE l'initiative d'informer le congrès de ces nouvelles attaques.

Tirant la conclusion de ce qu'il manque 7 000 postes d'enseignants pour que la rentrée 1983 dans les CES et lycées ne soit pas pire que la précédente, l'EE défendit la nécessité d'une grève nationale de 24 heures dès le prochain trimestre. Une forme d'action également retenue par les délégations de Marseille et de Toulouse; celle-ci déposa un amendement (battu) en ce sens.

A cette proposition, la direction UA opposa l'organisation d'une semaine d'action, incluant un arrêt de travail, qui devrait prendre la forme d'un débrayage à l'occasion de l'heure mensuelle d'information syndicale récemment acquise...

Austérité, changement à l'école, indépendance et action syndicales: le congrès de La Baule ouvre, bien plus qu'il ne la clôt, la discussion.

Nicolas Jeanson



ser la pénurie et l'austérité budgétaire par l'appel à l'initiative, en fait au dévouement, des enseignants. C'est le sens de plusieurs dispositions du projet Legrand et de la décentralisation: le statut d'autonomie pour les établissements scolaires est une incitation à chacun d'eux de pratiquer le «système D», quitte à recourir à des financements locaux. C'est ainsi que la tendance Ecole émancipée (tendance révolutionnaire de la FEN) est intervenue pour démontrer la cohérence de ces mesures.

Recentrage pédagogique ou indépendance syndicale ?

Une pression significative s'est finalement exercée pour que le SNES mette des «garde-fous»



A ST ETIENNE-DU-ROUVRAY



Le premier conseil municipal de notre camarade Michelle

● Comment s'est passé ton premier conseil municipal ?

— Il y avait beaucoup de monde, à la mairie, en plus des élus du conseil. Deux cents personnes environ, presque un meeting. Les cinq représentants de la droite faisaient piètre mine. Saint-Etienne est une municipalité ouvrière de longue date, le PCF y est fort. Des militants dans la salle commentaient les résultats des élections du maire, de ses adjoints. «La droite vote pour les socialistes, évidemment», remarquait un responsable du PCF. «Tu as mal fait tes calculs», lui faisait remarquer un militant de la LCR, «il y a eu aussi des voix de droite pour la camarade du PCF élue parmi les adjoints».

● Comment as-tu voté pour l'élection du maire ?

— La liste d'union de la gauche a présenté la candidature de Grandpierre, PCF. Et personne ne répondait à la question: y-a-t-il d'autres propositions? La droite était toujours muette. Je me suis donc inscrite, j'ai remarqué des visages qui pâlisseraient à gauche, ils devaient se dire: «Ça y est, elle va présenter sa candidature!» Ils se sont détendus lorsque j'ai expliqué comment je concevais mon rôle au conseil municipal. Continuer à défendre bien évidemment les idées, les propositions sur lesquelles j'ai été élue. Tant il est vrai que rien de ce qui se passe dans une localité n'est séparé de ce qui se passe dans l'ensemble du pays. Mes critiques de la politique du gouvernement ne varient pas d'un pouce parce que je suis au conseil municipal et mes propositions iront dans le même sens pour mobiliser contre la droite, les patrons, la finance, pour arracher les revendications. Puis, j'ai précisé qu'en même temps je ne mettrais aucun obstacle à ce que la majorité au conseil municipal exerce son mandat, que je voterais donc pour l'élection du maire PCF, comme je l'ai fait pour le candidat présenté par la gauche pour représenter la ville au conseil régional.

● Comment fais-tu le lien entre les problèmes locaux et nationaux ?

— C'est très simple; les travailleurs de la Chapelle Darblay, sur la zone industrielle de St.-Etienne en sont, par exemple, les premiers témoins. Ils se battent depuis des années pour la sauvegarde de leurs emplois, et rien n'est encore résolu. Ils viennent à nouveau de s'adresser au gouvernement avec leurs syndicats CGT, assurant qu'ils sont prêts à tout mettre en œuvre pour que «ce changement auquel nous avons tant travaillé devienne réalité» et que pour sa part «le pouvoir doit faire un choix».

La question à poser en permanence, c'est bien: en quoi le conseil municipal peut-il aider les travailleurs des papeteries de la Chapelle à faire valoir leur lutte en ce sens ?

● Après avoir voté pour le maire PCF, tu as voté contre la «délégation de pouvoir» à son profit. Pourquoi ?

— Oui, là encore, je l'ai expliqué au conseil, j'ai voté contre l'attribution des «pleins pouvoirs» au maire, lui permettant de traiter «tout et le reste» des affaires qui concernent la municipalité, personnellement. C'est une question de démocratie élémentaire. Toutes les questions qui méritent



tent examen doivent l'être par ceux qui ont été élus directement. Il n'y a aucune raison que ce soit un seul qui tranche, à priori, sans que les autres élus aient été consultés, aient donné leur avis, leur point de vue. Pas de chèque en blanc, quoi !

● Quelle impression d'ensemble ?

— Il ne faut pas se faire une montagne d'être élue dans un conseil. Parce que nous sommes militants, nous sommes loin d'être dépassés par les questions mises en débat, même si nous n'avons pas encore d'expérience en ce domaine. Je compte contribuer à plein titre au fonctionnement de cette assemblée, je compte y faire valoir nos propositions, auprès de ceux qui y siègent, comme auprès de ceux qui en sont les premiers électeurs, les travailleurs. D'ailleurs, l'autre soir, je faisais mes courses au Prisunic, une femme passant à côté de moi m'a dit: «Mais vous êtes passée à la télé hier soir, j'étais tout à fait d'accord avec ce que vous avez dit...». Un sourire au passage, ça fait toujours très plaisir.

Propos recueillis par Michel Morel

4 stages de formation dans la région toulousaine

Nous avons reçu plus de 1 000 000 F !

Un dossier important dans «Critique communiste»

NOM **Profession**

Prénom **Adresse**

.....

je verse F

(chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

RFA : la réaction à l'offensive

AU terme de longues tractations visant à surmonter les rivalités entre les différentes composantes du bloc victorieux lors des élections générales du 6 mars dernier, le chancelier Helmut Kohl vient d'abattre ses cartes. Disposant d'une majorité absolue au Bundestag et au Bundesrat (la Chambre haute) et contrôlant sept des onze länder, c'est une austérité tous azimuts qu'il entend déployer. « *L'heure des sacrifices a sonné pour la nation allemande* », viennent très clairement d'indiquer les secrétaires généraux des partis de la coalition gouvernementale.

Les premières mesures annoncées témoignent du caractère impitoyable de l'attaque. Sept milliards vont être amputés sur les budgets de l'Office fédéral du Travail et de la Fonction publique. On renforcera le « contrôle » des allocations aux handicapés. L'an prochain, les retraites n'augmenteront que de 3,5 % au lieu des 5 % prévus. Parallèlement, les vieux travailleurs se verront taxés plus lourdement. Enfin, un emprunt forcé correspondant à 5 % des impôts perceptibles sera prélevé sur les revenus, à partir de 100 000 marks pour un couple. Pour compléter ce dispositif, les libertés et certains droits démocratiques seront restreints.

Les partis au pouvoir parlent déjà de « *remettre sur le métier* » la loi sur le divorce afin de « *corriger une mentalité de révolution culturelle encouragée par la gauche durant les treize dernières années* ». Et le nouveau ministre de l'Intérieur, Friedrich Zimmermann, prépare le renvoi dans leur pays de quelque 1,6 million de ressortissants turcs et prétend interdire le port de cagoules, masques, casques et foulards dans les manifestations de rue.



DE telles dispositions vont se cumuler avec l'attitude patronale visant à provoquer la diminution massive du revenu ouvrier. Le président de l'organisation patronale BDI ne déclarait-il pas, quelques jours avant le 6 mars, que « *les hausses salariales cette année doivent être maintenues à un niveau inférieur à celui de 1982* » ? Ce qui signifie accentuer une dégradation des conditions de vie des salariés que, dans ses *Perspectives économiques*, l'OCDE constatait déjà l'an dernier en ces termes : « *Si l'on tient compte de l'important freinage fiscal, les salaires nets réels ont baissé de plus de 4 %* ».

Dès lors, une seule question importe vraiment : comment réagira le mouvement populaire ? Il est plus que probable que face à une offensive aussi massive et coordonnée, les dirigeants syndicaux auront les plus grandes difficultés à prêcher, comme dans le passé, la modération et l'entente avec les employeurs. Le retour des sociaux-démocrates dans l'opposition favorise, en outre, la radicalisation de nombreux militants syndicaux, comme en témoignent les récentes prises de position des sidérurgistes en faveur de la nationalisation de leur branche d'activité. Les derniers mois de 1982 ont vu déferler des manifestations ouvrières d'une puissance inégalée depuis bien longtemps. De même, des luttes importantes se déroulent actuellement dans la métallurgie où les patrons n'offrent que des augmentations dérisoires.

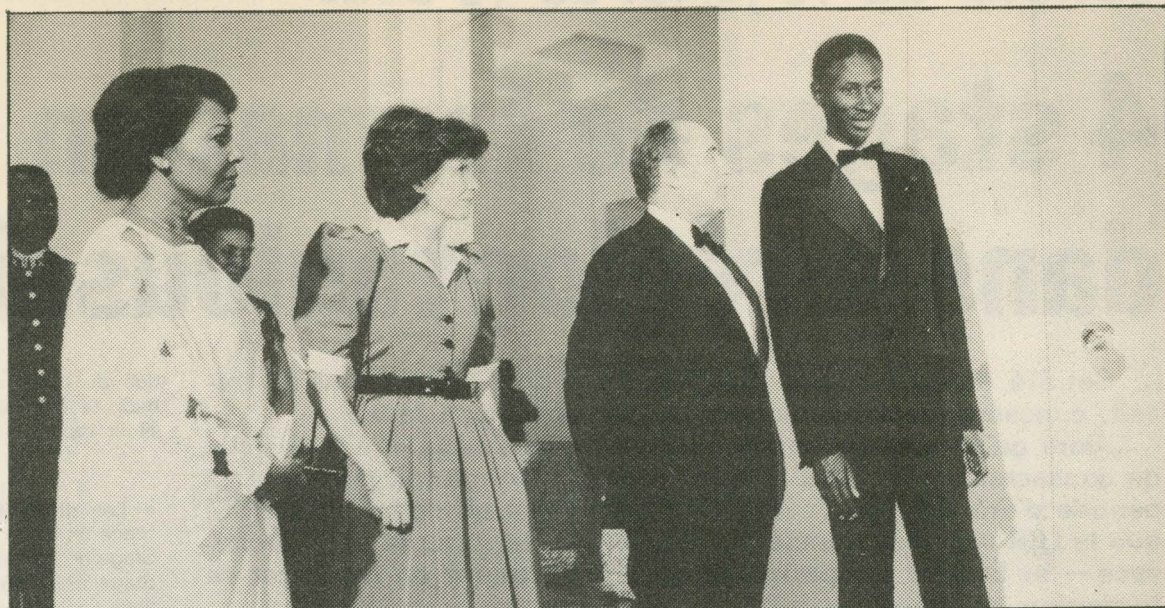


SOYONS-EN convaincus, ce qui se passe de l'autre côté du Rhin est un test pour toute l'Europe occidentale. Partout, les classes dominantes font de la politique appliquée par Kohl leur modèle. Il suffit pour s'en convaincre de constater l'étonnant parallélisme des dispositions annoncées presque simultanément à Bonn et à Paris. Respectant les règles du système capitaliste international, cherchant à donner des gages au CNPF, la gauche française a fait totalement sienne une logique qui met l'accent sur la compétitivité des firmes, qui accorde la priorité aux investissements industriels ainsi qu'à la lutte contre l'inflation — au détriment de l'emploi — et qui se fixe pour but majeur de réduire les grands déficits.

Cela fait des années qu'en RFA cette logique a abouti à la restriction de la « consommation populaire ». On sait que le gouvernement Mauroy fait désormais de cet objectif sa priorité numéro un. A Bonn comme à Paris, ce n'est que sur leur détermination, sur leurs luttes que les travailleurs peuvent s'appuyer pour mettre en échec les prétentions des possédants.

Christian Picquet

SENEGAL



F. Mitterrand et le président Abdou Diouf à Dakar, le 24 mai 1982

Falsifications électorales : l'opposition se mobilise

En signant ensemble une déclaration politique contre la « *mascarade électorale* » du 27 février, puis en organisant deux grands meetings unitaires qui ont rassemblé chacun autour de dix mille personnes, la quasi-totalité des partis d'opposition au Sénégal tentent de faire obstacle aux manœuvres du président Abdou Diouf.

Si rien ne vient diviser entre-temps ce « *front du refus* », un vaste rassemblement populaire doit se tenir dans les premiers jours d'avril. Pareil événement, même s'il ne changeait pas durablement les rapports de forces sociaux, modifierait profondément les rapports entre le pouvoir et l'opposition. En France, nous devons être d'autant plus attentifs à ces développements que le Sénégal constitue un pays privilégié pour les intérêts français en Afrique et une « *vitrine* » de l'Internationale socialiste dans le tiers monde.

LA réponse de l'opposition après la proclamation des résultats électoraux a été proportionnelle aux illusions que certaines de ses composantes avaient exprimées durant la campagne électorale. On entendit certains annoncer l'enterrement du Parti socialiste au pouvoir, alors que d'autres proclamaient froidement qu'ils seraient majoritaires à la future Assemblée.

Le raz de marée électoral du PS et de son candidat, le président sortant, Abdou Diouf, a bouleversé tous ces pronostics. L'opposition dénonce aujourd'hui les centaines de fraudes organisées par le pouvoir. Elle énumère pêle-mêle l'expulsion des partis d'opposition de certains bureaux de vote, le bourrage des urnes, l'absence de vérification d'identité des électeurs, etc.

Elle insiste surtout sur ce qui a probablement été la méthode la plus répandue de trucage : « *Les cartes d'électeur ont été remises purement et simplement par les préfets et sous-préfets aux responsables du PS pendant que leurs propriétaires légitimes les cherchaient vainement* ».

Quatre partis décidèrent de saisir la Cour suprême. Mais cette dernière devait, quelques jours plus tard, se contenter de confirmer la régularité du scrutin.

Un combat démocratique prolongé

Face à cette « *confiscation du pouvoir* », les partis qui obtiennent quelques élus ont décidé de ne pas siéger à l'Assemblée. Tous ensemble, dix des douze partis d'opposition exigent de nouvelles élections libres et démocratiques. Et c'est sur ce mot d'ordre que se prépare notamment le rassemblement d'avril.

Ce front de l'opposition a d'ores et déjà obtenu un premier succès. Il a réussi à intéresser et à mobiliser une frange plus importante de la population que pendant la campagne électorale. Et ceci reflète précisément le peu de succès que remporte parmi les populations déshéritées le spectacle d'un faux suffrage univer-

sel et d'une démocratie en trompe-l'œil.

L'opposition découvre donc que l'on rassemble plus de gens en appelant à des mobilisations sur des revendications concrètes qu'en faisant des campagnes politiques abstraites. Les chiffres eux-mêmes confirment l'intérêt très relatif des Sénégalais pour les élections. Il est par exemple admis que 35 % de la population en âge de voter n'a même pas pris la peine de se faire inscrire. A cela s'ajoutent les 41 % d'abstentions et le fait que les jeunes de dix-huit à vingt et un ans n'ont toujours pas le droit de vote. Falsifications ou pas, Abdou Diouf n'est que l'élu d'une minorité de Sénégalais.

Les meetings de l'opposition reflètent fort bien cette situation. L'as-

ganisations pro-soviétiques, tente de canaliser le mouvement, alors que le Parti de l'indépendance et du travail, autre organisation pro-soviétique directement liée à Moscou et au PCF, refuse de rentrer dans le front de l'opposition en dénonçant les « *gauchistes* ».

Le Sénégal, un enjeu français

Il faut souligner que tout affrontement social important au Sénégal viendrait contredire toutes les balivernes proclamées à longueur de temps sur « *l'exemple* » de démocratie en Afrique que constituerait ce pays. La réélection d'Abdou Diouf a été fêtée par la presse française, qui tente ainsi de faire oublier le soutien à des dictatures dans d'autres pays africains.

Au moment où le PS français connaît quelques disputes de salon sur la question des droits de l'homme, il est rassurant pour tous ces messieurs d'avoir en réserve ce fleuron de démocratie « *à la française* » greffé sur une terre africaine ! Ce vieux relent de la « *mission civilisatrice* » du colonialisme fait encore recette. Mais, manque de chance, beaucoup de gens, au Sénégal même, commencent à ne plus y croire.

Voici quelques semaines, à une réunion bon chic-bon genre organisée par le gouvernement et réunissant à Paris les « *acteurs du changement* », on a pu voir, aux côtés des Mauroy, Olof Palme et Bruno Kreisky, la caution « *tiers monde* », en la personne du Premier ministre sénégalais, Habib Thiam. Celui-là même qui demeure l'un des grands responsables de la corruption dans son pays.

Le réseau complexe du clientélisme par lequel s'écoule une grande partie des finances publiques (et donc l'aide du gouvernement français) s'organise en cercles concentriques dont des individus comme Abdou Diouf et Habib Thiam constituent le centre. C'est « *à la présidence* » ou chez le Premier ministre que l'on vient très souvent chercher le passe-droit ou le soutien pour un prêt bancaire. La presse vient même de dévoiler comment les entreprises privées de la place arrosaient les administrations en « *dons* », comme cette entreprise sucrière de Richard-Toll qui distribue des centaines de litres d'essence.

La presse française a généralement été complice du rideau de fumée que les gouvernements ont disposé entre ces réalités sordides et la « *politique de coopération* ». Le Sénégal vient, une fois encore, de confirmer que le néo-colonialisme est incompatible avec les libertés démocratiques.

C. Gabriel

RESULTATS DES ELECTIONS

Participation : 58,11 %.

Abdou Diouf (PS) : 83,55 %.
Abdoulaye Wade (PDS) : 14,71 %.
Oumar Wone (PPS) : 0,20 %.
Mamadou Dia (MDP) : 1,38 %.
Majhemout Diop (PAI) : 0,16 %.

Répartition des sièges

PS : 111 sièges.
PDS : 8 sièges.
RND : 1 siège.

Les cinq autres listes n'obtiennent aucun élu.

sistance salue avec enthousiasme les discours de lutte et siffle les propos démobilisateurs. La base, en quelque sorte, se rend compte que le système ne permet pas d'obtenir des élections libres et démocratiques par de simples protestations. Le débat est donc maintenant au sein du front unitaire : mobilisation et organisation des gens dans les quartiers ou simples proclamations. On a déjà perçu des craquements : la Ligue démocratique, l'une des or-

EL SALVADOR

Le FMLN marque des points

« Malgré un nouvel accroissement de l'aide américaine à la dictature, nos forces progressent dans la presque totalité des régions du pays » explique le commandant Villalobos, dirigeant du FMLN.

Depuis plusieurs mois, les affrontements entre les révolutionnaires salvadoriens et une armée de plus en plus massivement et ouvertement aidée par l'impérialisme américain, ne cessent de prendre de l'ampleur. Dans la quasi-totalité des régions du pays, la guérilla est clairement à l'offensive (voir notamment « Rouge » numéros 1047 et 1054).

Pour tenter d'endiguer les avancées du FMLN, la dictature a, plus que jamais auparavant, recouru à la terreur et au massacre. Napalm et phosphore blanc sont désormais utilisés systématiquement contre les villageois et sur les fronts de guerre.

Les stratèges nord-américains ont-ils décidé de transformer les zones sous contrôle de la guérilla — presque la moitié du pays maintenant — en champs de ruines comme ce fut le cas pour des régions entières du Vietnam ? Les livraisons accélérées aux forces aériennes de San Salvador de nouveaux appareils aux capacités de bombardement doublées (les Push and Pull) tendent à confirmer les craintes qu'avaient fait naître les largages de bombes sur des localités éloignées des zones de combat. Le récit qu'a fait de l'un de ces bombardements l'agence France-Presse est, à cet égard, révélateur : « Cherchant parmi les décombres, des gens affamés et terrorisés errent dans les rues d'une cité dévastée par les attaques aériennes. Cette cité (...) qui, il y a encore peu de temps, était prospère et tranquille, est devenue un champ de ruines. »

Cette nouvelle forme de massacre dans un pays où, selon l'archevêque de la capitale, 43 000 personnes ont déjà été victimes du terrorisme organisé par le pouvoir, se combine avec la préparation d'une nouvelle mascarade électorale. Le 2 mars, John Hughes, l'un des porte-parole du Département d'Etat, déclarait à Washington que les Etats-Unis verraient avec « enthousiasme » des élections anticipées au Salvador. Quatre jours plus tard, le président fantôme Magana annonçait, en accueillant le pape, qu'une consultation serait organisée à la fin de l'année...

Il n'est pas difficile de pronostiquer qu'elles seront, si elles ont lieu, aussi truquées et aussi peu significatives que celles de mars 1972.

Les déclarations faites récemment par le commandant Villalobos, l'un des principaux dirigeants et responsables militaires du FMLN, dont nous reproduisons ici de larges extraits, permettent de mieux apprécier le caractère de la campagne en cours et l'ampleur des avancées des révolutionnaires salvadoriens.

Pour ces derniers, de nouvelles et cruciales échéances s'approchent. La solidarité est une nécessité d'autant plus grande. C'est l'heure de la relancer, de l'amplifier.

Jean-Pierre Beauvais

NOUS croyons désormais possible d'amener l'armée à perdre le moral. Pour remporter la victoire sur une armée, il n'est pas nécessaire d'anéantir tous ses soldats, ni de leur enlever toutes leurs armes ; il faut la conduire au découragement. Comment y parvenir ? En approfondissant les trois axes de notre campagne précédente : d'abord en détruisant des objectifs militaires partout où cela est possible, puis en obtenant la désstabilisation nationale par le sabotage, essentiellement contre les voies de communication et les moyens de transport, l'approvisionnement en électricité et en combustible ou les systèmes de communication téléphoniques ; enfin, en multipliant des embuscades et des actions militaires de moindre envergure.

La campagne en cours est articulée autour de ces trois axes. Des actions de destruction d'objectifs militaires ont été menées sur deux fronts, à Chalatenango et au Morazan. Puis les actions

de désstabilisation ont commencé, dans un but offensif. Le 10 octobre, les premières étaient menées à Chalatenango, le 12 au Morazan. Le 14, commençait le sabotage à une échelle nationale de l'énergie électrique et des transports. Enfin, les embuscades, le harcèlement constant sur les routes, et les destructions d'objectifs de moindre importance se sont multipliés. (...)

Le commandant Villalobos dresse alors le bilan du premier mois de campagne : plusieurs centaines de prisonniers, 200 morts et 343 blessés recensés dans les rangs de l'armée ; 422 fusils, 25 pièces d'artillerie, dont deux mortiers lourds de 120 mm, et plus de 100 000 cartouches de différents calibres ont été récupérés. Un hélicoptère a été abattu, une automitrailleuse et 12 camions militaires détruits...

Toute l'économie de l'est du pays est pratiquement paralysée



depuis le début de la campagne : il n'y a plus ni transports ni énergie électrique, le combustible y fait gravement défaut car plus d'une douzaine de camions citernes qui en apportaient ont été détruits. L'eau est rationnée, le chemin de fer paralysé par la destruction de ponts et de locomotives. (...)

Dans le centre du pays, les quatre départements les plus affectés par le manque d'énergie sont San Vicente, Cabanas, Cuscatlán et Chalatenango. L'axe routier du nord est coupé par des sabotages constants. Dans la capitale, ceux-ci sont permanents, entraînant une importante diminution des transports urbains. San Salvador ne dispose plus que de 50 % de l'énergie dont elle a besoin. Toutes les lignes électriques d'importance stratégique ont été sabotées, des milliers de lignes téléphoniques ont été mises hors de service. Et même à l'ouest du pays, nous sommes également parvenus, pendant quelques jours, à paralyser les transports. (...)

L'armée se trouve désormais placée devant une situation très difficile pour ce qui est de sa mobilité et du contrôle de l'espace qu'elle occupe. Elle se rend compte que non seulement elle ne peut contrôler le territoire national, mais qu'elle doit céder du terrain et engager toutes ses forces dans la défense des zones stratégiques. Elle n'a pas d'autre choix. Bien plus, nous organisons, dans le cadre de la campagne actuelle, des opérations qui démontrent aux militaires qu'ils doivent protéger leurs centres stratégiques. Tel est le cas de la raffinerie de pétrole dans la zone présumée la plus sûre, là où, par la terreur, le mouvement révolutionnaire avait été contraint de réduire son activité. (...)

Ces attaques, les actions menées sur les routes, les actes de sabotage dans la capitale, obligent l'ennemi à déployer ses forces. Les unités d'élite sont affectées au contrôle des voies de communication, tandis qu'il perd, les unes après les autres, les po-

sitions qui se trouvent dans les zones qui constituent notre arrière-garde. (...)

Le mouvement révolutionnaire est donc maître d'un vaste territoire. C'est l'une de ses principales conquêtes. Un autre élément, en plus du terrain conquis, est la démoralisation parmi les militaires. On la note à deux choses : d'une part, il y a plus de prisonniers que de morts et de blessés dans leurs rangs et, d'autre part, ils sont de moins en moins disposés à se déplacer. On entend de plus en plus parler d'actions qui n'existent pas ou qui n'ont aucune valeur militaire, s'agissant d'opérations menées contre la population civile... Il est très significatif que l'état-major affirme aujourd'hui que les positions perdues n'ont aucune importance, après avoir monté dans le passé de grandes et coûteuses opérations pour les conserver. (...)

Revenant enfin sur les différentes étapes de la lutte du FMLN au cours des dernières années, le commandant Villalobos explique que la lenteur à mettre sur pied de nouvelles offensives est liée aux caractéristiques qu'a pris la guerre.

Ce vide entre chaque étape doit être attribué à l'épuisement de nos forces. L'épuisement physique, les difficultés d'approvisionnement et l'épuisement de nos réserves logistiques est quelque chose de très réel. Dans le même temps, l'ennemi a lui-même réduit ses offensives de vingt à huit jours, puis à quatre ou cinq jours. Pourquoi ? Simple-ment parce qu'à chaque fois, son épuisement s'accroît, que son comportement est celui d'une armée et que, donc, le facteur usure joue insidieusement sur lui...

Aujourd'hui, (...) le temps de récupération de nos forces est plus court que celui de l'armée. L'anéantissement d'unités entières nous fait récupérer de grandes quantités d'armes, de matériel logistique, ce qui constitue un potentiel appréciable pour incorporer les masses à la lutte. L'apparition de ces facteurs implique une plus grande continuité des opérations dans une spirale ascendante où il n'y aura plus de fractionnement.

Vient de paraître

AMERIQUE CENTRALE EN LUTTE

numéro 9 (avril 1983)
Au sommaire :

Salvador : l'offensive de la guérilla.
Guatemala : vous avez dit génocide ?

Nicaragua : lettre de Julio Cortazar au Monde.

Jean-Paul II en Amérique centrale.

Dossier : enjeux diplomatiques. Grogne dans les rangs en Amérique latine.

Les contradictions du Mexique.

Haiti : « Tant que j'aurai un souffle de vie... », interview d'Ulrick Joly, syndicaliste haïtien.





Rencontre internationale des femmes à Turin, les 23/24/25 avril

Préparée depuis plus d'un an, la Rencontre internationale des femmes se tiendra à Turin les 23, 24 et 25 avril prochains.

C'est à la suite des Assises sur le travail des femmes, organisées en novembre 1981 à Paris, et auxquelles participèrent des militantes de l'Intercatégorielle de Turin, que naquit l'idée d'une rencontre internationale pour confronter les conditions de vie et de travail des femmes dans les divers pays, et leurs luttes.

NOUS avons relevé des tendances semblables dans de nombreux pays, expliquent les organisatrices de cette initiative, en ce qui concerne le travail à mi-temps, les services, les secteurs de travail féminin, l'expulsion de la force de travail féminin à cause de la crise, en relation avec les processus de restructuration et de division internationale du travail dans une situation substantiellement différente de celle des années 1960 et 1970.

« En même temps nous pensons que pour beaucoup de femmes les perspectives de vie ont changé, ainsi que leurs aspirations, leurs conditions de vie dans la famille, leur rapport aux enfants, à leur propre sexualité, dans les rapports personnels au travail, la maison et au dehors. »

L'axe principal des débats sera le travail des femmes avec une question centrale : « Plus de 50 % des femmes qui travaillent dans les pays européens sont mariées ; ainsi la corrélation que l'on pouvait observer entre le départ des femmes du marché du travail, le mariage et la naissance des enfants, puis leur réapparition une fois les enfants élevés, tend à disparaître. »

« Ce changement est-il irréversible ou le développement massif du chômage va-t-il dissuader les femmes de se présenter sur le marché du travail (...) ? »

Mais la question du travail sera abordée en relation avec tous les aspects de la vie des femmes dans la société à travers les thèmes de la famille, de la prise en charge des enfants, de la culture, des luttes, du féminisme et de ses rapports avec les luttes ouvrières et le mouvement syndical.

S'il y a eu d'autres rencontres internationales, notamment sur le droit à l'avortement, c'est la première fois qu'une telle initiative se fait sur la question du travail des femmes. Sur

toile de fond de crise économique internationale, cette initiative prend toute son importance dans un contexte où la bourgeoisie a partout tendance à remettre en cause les acquis gagnés par les luttes des femmes et la montée du féminisme à l'échelle internationale depuis les années 1970.

Les idées d'autonomie et d'indépendance économique des femmes ont fait leur chemin. Plusieurs indices permettent de penser que les femmes ne sont pas prêtes à accepter sans se battre un retour total ou partiel au foyer, ne sont pas prêtes à voir remis en cause leur droit à pouvoir décider librement de leur maternité.

Les luttes qui ont été menées récemment sont là pour en témoigner. Parmi les plus significatives, citons celle pour le remboursement de l'avortement en France et celle qui se prépare pour conquérir ce droit en Espagne. Mais aussi la dure bataille qu'ont engagée les féministes belges contre la généralisation et le caractère obligatoire du temps par-

tiel pour les femmes, lutte qui a vu son point fort lors de la manifestation du 5 mars à Bruxelles, appelée par le collectif « Les femmes contre la crise ».

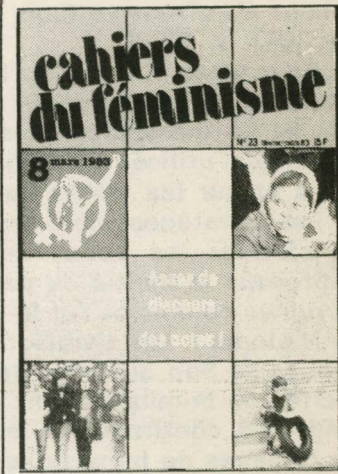
Des débats, un échange d'expériences...

De ce point de vue, la rencontre aura donc un double intérêt : la circulation des débats mais aussi un réel échange d'expériences, une confrontation concrète à partir des luttes et des initiatives prises dans les différents pays par les mouvements féministes.

La qualité et la richesse de cet échange sont d'ores et déjà confirmées par la diversité des délégations de tous les pays d'Europe qui ont demandé leur participation aux débats. Parmi les plus nombreuses, les délégations française, espagnole et italienne, mais aussi une délégation des Etats-Unis.

Cette initiative est préparée depuis de longs mois à partir de contributions écrites élaborées par les groupes ou collectifs féministes des divers pays. Les organisatrices se proposent de réaliser la confrontation de différentes expériences mais aussi de rassembler ce qu'elles nomment « les deux âmes » du Mouvement des femmes. C'est-à-dire de rassembler à la fois la lutte pour l'égalité des droits et celle contre toutes les formes de l'oppression des femmes non réductible à la revendication d'égalité et qui, au-delà, pose le problème de la reconnais-

VIENT DE PARAÎTRE



sance de la sexualité féminine, du rapport différent des femmes à la société.

L'ensemble de ces débats devraient déboucher sur des perspectives et des propositions d'action pour lutter contre les offensives patronales dans tous les pays d'Europe et du monde. C'est un des enjeux de cette rencontre. Le second, tout aussi important, est d'affirmer la force du féminisme, la réalité du Mouvement des femmes à l'échelle internationale et de permettre le renforcement des regroupements des femmes entre elles.

Sonia Folloni

PROGRAMME DE LA RENCONTRE

Samedi matin : accueil, présentation de la rencontre avec une brève introduction des thèmes principaux de discussion.

Présentation des documents disponibles élaborés sur ces thèmes.

Présentation des coordinatrices de la discussion de chaque groupe.

Samedi après-midi : 5 groupes de travail

- travail salarié, temps de travail et aménagement et organisation du temps de travail, travail à temps partiel ;
- travail autonome et travail autogéré ;
- travail ménager ;
- équipements collectifs et auto-gestion ;
- nouvelles technologies, informatique, etc.

Dimanche matin : poursuite des débats en groupe, élaboration de motions.

Dimanche après-midi : 5 autres groupes de travail

- famille/travail, le fait que la femme travaille a-t-il changé les rôles à l'intérieur de la famille, comment ? Dans quelle mesure les rapports de pouvoir et de dépendance ont-ils changé ?
- identité sexuelle au travail et dans la famille ;
- travail culturel et information, les femmes dans les médias, mais aussi la scolarisation des femmes ;
- féminisme et pouvoir ;
- les politiques gouvernementales ; les politiques syndicales.

Lundi matin : poursuite des cinq groupes...

Lundi après-midi : présentation des conclusions des dix groupes et débat sur les propositions d'initiatives.



Turin

RENCONTRE INTERNATIONALE DES FEMMES SUR LE TRAVAIL

Cette rencontre se déroulera les 23, 24 et 25 avril, à :

BIT, Palazzo del Lavoro
Via Ventimiglia 201
TORINO (Italia)

Mais toute correspondance et toute adhésion doivent être adressées à
Convegno Internazionale Donne/Lavoro
Casa Delle Donne — Via Fiocchetto 13
10152 TORINO (Italia)
Tél. : (011) 23 57 88



Les organisatrices

Les collectifs de la « Casa della donna » (Maison de la femme) de Turin.

Il a fallu deux ans de lutte aux collectifs féministes de la ville pour obtenir la Casa della donna. Cela n'a pas été sans mal puisqu'il a fallu aller jusqu'à l'occupation des locaux pour déboucher sur une négociation avec la mairie. Aujourd'hui, c'est dans cette maison que se rencontrent presque tous les groupes de femmes de Turin. De nombreux débats s'y déroulent. Parmi les groupes qui y ont leur siège, on trouve des groupes femmes théâtre, la rédaction locale du *Quotidiano donna* (le quotidien des femmes), celle d'un bulletin de ville, des groupes de « self-help ». C'est là aussi que sont organisés les cours de 150 heures payés sur la santé, la maternité, le travail, ouverts aux femmes travailleuses mais auxquels participent aussi des ménagères et des étudiantes.

L'intercatégorielle : CISL-CGIL-UIL

Créée en 1974 à la suite de luttes féministes prolongées, l'intercatégorielle est en quelque sorte une coordination de femmes féministes appartenant à différents syndicats. Depuis, l'intercatégorielle a impulsé des luttes de femmes dans les usines et les bureaux mais aussi à l'intérieur même du syndicat. En collaboration avec des groupes femmes, l'intercatégorielle organise des

cours de 150 heures. Ce sont des cours de formation légalement contrôlés par les syndicats et ouverts à des travailleurs et des travailleuses en congés payés pour étudier.

L'UDI :

L'Union des femmes italiennes (Unione delle donne Italiane) l'UDI est née en 1944. A l'origine, cette association réunissait les femmes membres des partis de gauche traditionnels (PC et PS).

Aujourd'hui, l'UDI compte 200 000 adhérentes et diffuse une revue hebdomadaire *Noi Donne*.

Malgré divisions et divergences, ces trois composantes du Mouvement des femmes ont souvent travaillé ensemble dans la réalité un peu spécifique de Turin. En effet cette ville présente la particularité d'être liée à une seule grande industrie, celle de l'automobile (FIAT, LANCIA, etc.).

Depuis les années soixante-dix, Turin est par ailleurs le centre des luttes ouvrières et sociales. Cette caractéristique a de manière évidente eu des répercussions sur le Mouvement des femmes de cette ville.

Il y a ainsi une longue tradition de luttes sur cette ville : lutte pour les « consultori » (Centres d'information sur la contraception et la santé des femmes mais aussi lieux d'auto-organisation des femmes), lutte pour le divorce, pour l'avortement, pour l'obtention de lois favorisant l'égalité, contre le viol, pratique d'avortements illégaux avant que la loi ne soit votée, etc.

Y'a du polar dans les kiosques

EN vedette : des rééditions, des livres souvent célèbres et durs à trouver. D'Helen MacCloy, chez J'ai lu, *le Miroir obscur* ; c'est un mariage réussi entre le polar classique (énigme, indices matériels, découverte finale de l'assassin) et le conte fantastique ; le lecteur dispose d'une explication rationnelle mais peut, s'il le préfère, croire à la « projection » d'un « double ». Cette hybridation de genres donne ici un résultat d'une poésie intense. Le seul autre exemple d'une telle « double technique » que je connaisse (mis à part le *Tour d'Ecrou*, qui n'est pas vraiment un polar), est *la Chambre ardente*, de John Dickson Carr, qui va sans doute être réédité bientôt : en effet les Nouvelles Editions Oswald ont entrepris de ressortir le vieux maître. Les quatre bouquins déjà réédités méritent tous le détour, mais le meilleur est *Celui qui murmure*. Il faut redécouvrir aussi l'endiable *Je hais les acteurs* de Ben Hecht : le scénariste de *Scarface*, *Gilda*, *Notorious*... brosse un portrait hilarant d'Hollywood des années 1950, avec un maniaque tueur d'acteurs (10/18). Et, à Points-Seuil, *l'Obsédé*, de John Fowles, déchirante histoire d'un enlèvement criminel. D'autres rééditions, plus banales, méritent cependant d'être signalées : en Carré noir, un bon français, *A qui ai-je l'honneur ?* de Jean Amila, barbouzes horribles contre petits truands pitoyables ; et des anglo-américains : *Dans l'intérêt des familles* (D. Hitchens) tueur fou et petite ville ; *Un job en or* (T. Reagan), le « casse » classique ; *la Maladie de Chooz*, de M. Maltravers, de hideux bolchos polluent atomiquement, exprès, notre beau pays, pour foutre la paye ; *Soyons régence* : (H. Longbaugh), humour noir et étrangleur de dames mûres. Une curiosité au Livre de poche : *Parc Gorki* (M. Cruz Smith), polar situé à Moscou de nos jours, intéressant mais six cent trente-deux pages : ça tient au corps.

Dans les nouveautés, beaucoup de choses. A écarter, *Don* de Colombo (Fleuve noir) : peut-on faire pire que Gérard Devilliers ? Oui. *Largo Winch* (Van Hamme, Carré noir) : essai pour moderniser les recettes du feuilleton croix-de-mère. L'inévitable (mais si ! évitez-le) Carter Brown, *Cash-sex*. Côté français, les caciques : *Mamie* (Denoël, Boileau-Narcejac), assez poussiéreuse histoire de bébé enlevé ; deux San-

A, un standard, *Va donc m'attendre chez Plumeau*, et le précédent, paru fin 1982, *Du bois dont on fait les pipes*, intéressant pour qui voudrait psychanalyser Dard, à cause de la façon sympa dont est décrit le tueur misogyne. Les vrais amateurs ne manqueront pas *l'Almanach du crime 83* (M. Lebrun Butte aux cailles, on y apprend mille choses, par exemple comment Vian écrivait la « version française » des premiers Série noire — mais pourquoi oublier *Rouge* page 243-244 ? Du même Lebrun, au Fleuve noir, *Loubarde et Péculchet* est une hilarante histoire de voyou septuagénaire. Et chez Clancier, *Mémorial 2*, recueil de pastiches érudits de Sherlock Holmes.

Chez les autres Français, beaucoup de choses estimables, sans plus. Dans le « léger », Engrenage propose *Razzia sur la paroisse*, de J.-P. Demure, et *l'Eau du bocal* de H. Pagn, qui déçoit un peu les lecteurs attirés par son premier livre. Côté sérieux, en Engrenage : *Entre les deux la mort*, de C. Boyadjian, classique histoire des voyous malheureux, mais sise dans le milieu arménien ; *Marée basse*, d'Hervé Jaouen, odyssée de voyous perdus, *Des briques en vrac*, de Louis C. Thomas, truands, drogue, etc. Au Fleuve noir, *Elections-choc*, de Mazarin : complot, au moment des municipales, pour flinguer Mitterrand. En Série noire : *Qui vous parle de mourir ?* de Carré et Cohen, gangsters et fachos contre journalistes rouletabille de gauche, et *55 de fièvre*, de Tito Topin, drame dans le Maroc du protectorat.

Chez les anglo-américains, en Série noire, deux excellents John D. MacDonald, *Chauds les ballons : La mariée est trop morte* ; un bon Ruth Rendell au Masque, *l'Alphabète*, sorte de *De sang froid* à l'anglaise. Le reste est du tout venant plutôt bon, *Mort d'un ami* (R. Harris, Denoël), *Dans le rétroviseur* (C. Cooney), un Masque, *le Prochain sur la liste* de J. Wainwright, un honnête Jack Vance dans Engrenage, *Lily Street*, et les Série noire, *Lady Tête de Lard* (Thatcher enlevée par l'« ignoble » IRA). *La nuit n'en finit pas* (d'« ignobles » bandits enlèvent un gamin de la famille royale). *Le soleil qui s'éteint* (un milliardaire phocomèle et menacé). *Tout dans le coffre* (« salauds » de Panthères noires). Du polar de consommation courante, qui en trimalle les mythes.

Paul-Louis Thirard

S.F. de saison

TROP serait-il trop ? En quelques semaines, Dick, Asimov, Silverberg, Pohl, Watson. Toutes générations mêlées, l'histoire même de la SF. Paradoxalement, cela sent plus sa fin de siècle que le bouillonnement d'une littérature qui aurait vocation à son continuel dépassement. Dans le meilleur des cas on répète, dans le pire on bégaye. Le phénomène de la « suite », qui affecte gravement la SF américaine, affecte en retour le marché français du livre de SF, même

s'il épargne encore les auteurs de ce pays. Ces livres occupent l'espace science-fictionnel pour des raisons principalement marchandes alors qu'on aimerait voir cet espace ouvert à la spéculation neuve.

Fondation ou la grandeur, la « prima dona assoluta » de cet opéra de l'espace qui revient en force après avoir été tant vilipendé. Cynique, Asimov laisse entendre qu'on lui a un peu forcé la main pour écrire *Fondation foudroyée* (1), quatrième volet du cycle. Ça en valait la peine

mais cela n'est, malgré tout, que l'écho lointain de l'originel. Comme Asimov, Pohl est trop « professionnel » pour que, même tirant à la ligne, *les Pilotes de la grande porte* (2) ne soit que la pâle suite de *la Grande Porte*. C'est un solide roman d'aventures spatiales. Solidité n'est pas péjoratif, c'est mou qui le serait. Et c'est l'épidémie du moment outre-Manche et outre-Atlantique, ça se termine sur une hypothétique rencontre avec la divinité. Cela suffit à donner un air sophistiqué à tout space-opéra. Dieu ! Chez Dick, c'est une obsession qui vient de loin ; *la Transmigration de Timothy Archer* (1) forme le troisième volet de cette initiation métaphysique. La SF s'éloigne, même si la manière dickienne est toujours là. Pour le reste, c'est un galimatias de philosophie et de théologie. L'impression est que Dick, se sentant mourir, fourgue tout ce qu'il a encore en tête. Dieu encore chez Watson ; *le Monde divin* (2) réutilise les fonds de plats théologiques de Dick mixés avec l'opposition entre sciences physiques et mentales (comme dans *Fondation* !), le tout devant conduire à la grande synthèse qui restera, comme chez Pohl, énigmatique. Après *le Château de lord Valentin*, Silverberg reprend le même décor et les mêmes types dans *les Chroniques de Majipoor* (3). Séduisantes chroniques, impeccablement contées (raconter : Silverberg y fait merveille) à travers la trame lâche et ample d'un récit dépourvu de toute intention démonstrative et de toute obstination morale. La gratuité de l'imaginaire, la jubilation d'écrire : Vance, de nouveau. Jean-Pierre Hubert n'en est pas à se répéter ou à se citer. *Le Champ du rêveur* (1) utilise certainement un savoir de vieux lecteur de SF pour construire (l'architecture n'est pas loin) une œuvre où, malgré, ou grâce, aux influences, s'entend un son neuf. Les débordements et les manipulations psychiques à l'assaut d'une planète déserte. C'est bien. Joëlle Wintrebert, plus traditionnelle dans le ton, dans le récit, dans les intentions, retrouve dans *les Maîtres-feu* (4) un ton « humaniste », une volonté positive et optimiste qui étaient devenus des raretés.

Piotr Gourmandisch



1. Denoël.
2. Calmann-Levy.
3. Laffont.
4. J'ai lu.

Dans le petit bocal...



● Samedi 20 h 35 (TF1), *Dallas*, réalisé par Jack Lang avec J. R. Hanin ; l'épisode de ce soir s'intitule : « Que la vengeance est dou-

ce... »

● Dimanche 10 h 30 (TF1), « Le jour du seigneur » propose, à propos du printemps, une émission

sur la symbolique et la spiritualité des saisons, réalisée par M. l'abbé Damien-Avril-ne-te-découvre-pas-d'un fil. Cette émission sera suivie d'une messe en l'honneur des possesseurs de coffres en Suisse, retransmise en direct de l'église collégiale d'Estmayer-le-Lac (Suisse).

13 h 20 (A2), « Incroyable mais vrai », suivi de l'inévitable « Ecole des fafs » qui reçoit aujourd'hui Jean-Marie Le Pen.

20 h 30 (TF1), *La Carapate*, un film de G. Oury sur un scénario de Philippe Sollers, avec Pierre Richard. Un suspense hallucinant qui mêle les brumes de l'aventure aux douloureuses interrogations métaphysiques du moment...

● Lundi 12 h 30 (TF1), « Atout cœur » émission de Patrick Sabatier ; chaque jour un couple raconte sa « rencontre »... aujourd'hui, Roux et Combaluzier.

● Mercredi 20 h 35 (FR3) « Caden-3 » de Guy Lux avec Léo Ferré, Yves Montand, Barbara, Nougaro, Higelin et Lavilliers... (étonnant, non !).

● Jeudi 19 h 37 (A2), Libre ex-

pression à un groupe parlementaire du Sénat ; ce soir les « Verts » poseront la question dont toute la France attend la réponse : « Eh, Bouchardeau ! Où est passée la dyoxine de Séveso ? »

20 h 35 (A2), « Planète jaune »,

une émission de Laurent Broom-Broom, consacrée au Japon. Les sept samourais y parleront des mérites comparés des vins blancs français et japonais... (hips !).

Michel Liadolanlgaz



Laurent Broom-broom et le 6° samourai en pleine dégustation...

NICARAGUA

La révolution sous le feu de l'impérialisme

L'HEURE de la libération est proche. Avec l'aide de Dieu et armés de notre foi en la patrie, nous livrons le combat contre le communisme. » C'est ainsi que se concluent les « appels à l'insurrection » et les « communiqués sur les combats en cours » des contre-révolutionnaires nicaraguayens. Appels et communiqués diffusés en permanence par de puissants émetteurs — radio pouvant être aisément captés dans tout le pays.

Depuis plus d'un an, ils multipliaient leurs incursions. Les zones frontalières étaient le théâtre de combats sporadiques. Plus à l'intérieur, ils montaient des embuscades, assassinaient des groupes de civils isolés ou détruisaient les dépôts de matériel agricole et de produits alimentaires dépendant de fermes d'Etat. Des commandos installaient des caches d'armes, pré-

ques milliers d'autres sont toujours stationnés dans leurs bases en territoire hondurien.

Environ quinze cents se sont solidement retranchés dans les zones montagneuses du nord tandis que les autres avançaient jusqu'aux environs de Matagalpa, à quelque quatre-vingts kilomètres de la capitale. A l'évidence, ils comptent disposer de solides appuis dans cette riche zone agricole de petite et surtout moyenne propriété où l'hostilité à l'idée même de réforme agraire s'est manifestée depuis les premiers jours de la révolution.

Les informations sont fragmentaires et contradictoires. Mais, depuis deux semaines, des combats d'ampleur ont lieu. Les victimes se comptent par centaines.

La percée d'environ cent quatre-vingts kilomètres réalisée par les contre-révolutionnaires est jugée suffisamment sérieuse par

bannière du prétendu « Front démocratique nicaraguayen » installé à Miami, dont les liens avec la mafia et la piégère nord-américaine sont notoires. Les revoilà, prétendant libérer totalement le pays d'un « système corrompu », de « l'emprise totalitaire », de la « mainmise du communisme international »...

Quant à l'« aide de Dieu », la réalité est beaucoup plus prosaïque : selon l'hebdomadaire américain *Time* — peu suspect de sympathies envers les sandinistes ! —, c'est l'ambassadeur américain au Honduras, M. Negroponte, qui dirige une sorte de comité politico-militaire organisant et coordonnant les opérations à l'intérieur du Nicaragua. A l'appui de ses affirmations, *Time* cite plusieurs sources « proches des mouvements d'opposition au régime de Managua ». Il précise même que des fonctionnaires de rang élevé de la CIA, ainsi que des officiers de l'armée américaine, participent à cet organisme basé à Tégucigalpa et fonctionnant comme un véritable état-major de guerre. Il est relayé par une équipe d'officiers honduriens qui sont, eux, en contact direct avec les envahisseurs. Cette forme d'organisation, toujours selon *Time*, permet de tourner une disposition, adoptée il y a quelque temps par le Congrès de Washington, interdisant d'utiliser des fonds fédéraux pour renverser le gouvernement de Managua. La même enquête révèle que des militaires argentins sont partie prenante de l'opération « au plus haut niveau ». Des équipes venues de Buenos-Aires seraient chargées de poursuivre « l'entraînement et l'équipement accéléré » de futures vagues d'envahisseurs.

Le *New-York Times*, de son côté, vient de publier un reportage sur l'un des camps de regroupement et d'entraînement des somozistes situé à Matasano, au Honduras. Les contre-révolutionnaires y disposent de grandes quantités d'armements modernes, tous d'origine américaine. Leurs activités sont menées avec l'accord tacite et, souvent, la collaboration directe de militaires honduriens...

Pour nombre d'opposants américains à la politique d'escalade militaire et d'agression de l'administration Reagan, le doute n'est plus permis : « Les Etats-Unis sont apparemment engagés dans une guerre en Amérique latine sans avoir consulté le peuple américain », vient de déclarer le représentant démocrate du Maryland, Michael Barnes.

Une étape seulement

Ces informations viennent confirmer les déclarations des dirigeants sandinistes. Selon les commandants Lenin Cerna et Leopoldo Rivas, respectivement chefs des services de sécurité et vice-ministre de la défense du gouvernement de Managua, l'invasion en cours est baptisée



paraient des attentats contre des objectifs économiques ou des personnalités politiques, jusque dans la capitale.

Pourtant, les mesures de sécurité draconiennes prises par les dirigeants sandinistes, leurs appels répétés à la vigilance et à la mobilisation, leurs dénonciations de plus en plus fréquentes de préparatifs d'agression organisés en territoire hondurien paraissent « exagérés » à plus d'un. Ils crient « Au loup ! » pour justifier leur cours de plus en plus radical et leur alignement croissant sur l'Est déclarait, en substance, il y a quelques semaines, un diplomate occidental en poste à Managua dont les propos furent complaisamment repris par une partie de la presse américaine... Reconnaîtra-t-il, cette fois, que, oui, le loup est bien là ?

Ce ne sont plus des commandos, des groupes, bien entraînés mais de quelques dizaines d'hommes, qui ont pénétré en territoire nicaraguayen. C'est, à l'échelle du pays, une petite armée. Une petite armée de professionnels suréquipés et disposant d'une logistique sophistiquée.

Ils sont, pour l'instant, au moins deux mille. Peut-être trois mille. Pour l'instant... car quel-

le gouvernement de Managua pour justifier la mobilisation pour une durée illimitée de tous les bataillons de réserve de l'armée, ainsi que de nombreuses unités de la milice.

Oui, c'est bien d'une invasion dont il s'agit. Oui, la révolution nicaraguayenne est en danger. Plus, beaucoup plus que jamais auparavant au cours de ses presque quatre années d'existence difficile et tumultueuse.

Les hommes de main de l'impérialisme

Mais qui sont réellement ces envahisseurs « aidés de Dieu » et armés de leur « foi patriotique » ? Le gros de leurs troupes est constitué de ces milliers d'hommes de main, de géoliers, de tortionnaires ayant quitté le Nicaragua en juillet 1979 en même temps que leur chef, le dictateur Anastasio Somoza. Responsables directs de la mort ou de la « disparition » de dizaines de milliers de leurs concitoyens, des innombrables massacres, mutilations et viols — systématiques sous le régime déchu pour maintenir la population en état de terreur —, ils ont fui pour ne pas avoir à rendre de comptes.

Les revoilà, regroupés sous le

Après l'assassinat de P.Grosjean

Un appel à la solidarité internationale

Le 26 mars, Pierre Grosjean, médecin coopérant français, a été assassiné au Nicaragua, près de Matagalpa, au cours d'une attaque au mortier qui a fait 5 morts et 17 blessés, par des commandos somozistes armés par les Etats-Unis et venant du Honduras. Pierre Grosjean était au Nicaragua depuis août 1982 dans le cadre d'une mission universitaire, et faisait partie du groupe de 45 Français qui apportent une aide humanitaire au Nicaragua.

Cette mort, après celle de 400 nicaraguayens au cours de ces dernières semaines, témoigne de la volonté des Etats-Unis de noyer dans le sang le désir des peuples d'Amérique centrale d'en finir avec un passé de misère et d'oppression.

La responsabilité directe de l'administration Reagan dans les agressions contre le gouvernement sandiniste et le peuple nicaraguayen se trouve tragiquement confirmée. Comme le révèle la presse américaine, les commandos somozistes sont financés, armés, entraînés et dirigés par les Etats-Unis.

Ces opérations visent à épuiser le régime par une guerre d'usure, à tenter de détruire ses réalisations et à préparer à terme son renversement. Ce plan n'est qu'une facette des projets de l'administration Reagan pour toute l'Amérique centrale : empêcher militairement la victoire des peuples en lutte au Salvador et au Guatemala.

Il appartient à la solidarité internationale de s'élever massivement contre ces projets.

Dans le cadre du développement économique et social du pays, et des besoins qui en résultent, nous souhaitons que la France amplifie sa coopération avec le Nicaragua libre, et continue d'agir pour que cessent les agressions militaires contre la jeune démocratie nicaraguayenne.

Comité solidarité avec le Nicaragua, Collectif Guatemala, Comité de solidarité avec le peuple du Salvador, Comité de réfugiés politiques latino-américains, Comité pour la défense des droits de l'homme au Pérou, Association des familles de prisonniers politiques disparus au Chili, Fonds d'aide à la résistance, Comité Haïti, Coordination Uruguay solidarité, CAIS, Comité des artistes peintres d'information et solidarité, Comité de coopération scientifique et technique avec le Nicaragua.

Cimade.

Droits socialistes de l'Homme.

Jean Natiez et François Asensi, président et vice-président du groupe d'amitié France-Nicaragua, de l'Assemblée nationale.

France-Amérique latine.

Frères des Hommes.

Terre des Hommes.

La Ligue communiste révolutionnaire s'associe à la manifestation organisée le jeudi 31 mars à 18 heures, place de la Concorde. Elle appelle ses militants et sympathisants à y participer massivement.

« plan C » par la CIA. La mise en œuvre de ce plan a débuté en janvier. Il comporte, dans l'immédiat, deux objectifs essentiels : contrôler solidement des zones entières des provinces septentrionales de Jinotega et Nueva Segovia et organiser des opérations de diversion dans la province de Zelaya sur la côte atlantique. Une nouvelle invasion venue cette fois du Costa-Rica, au sud, est prévue ultérieurement en cas de succès.

Tout indique donc que les développements actuels ne sont qu'une nouvelle étape d'un plan de longue haleine visant à renverser le gouvernement sandiniste, à en terminer avec la révolution nicaraguayenne, en faisant l'économie d'une intervention directe de troupes US. D'autres agressions, d'autres invasions suivront. « La guerre continuera aussi longtemps que les somozistes disposeront du soutien de l'impérialisme et disposeront de bases sûres au Honduras » a rappelé le dirigeant sandiniste Daniel Ortega...

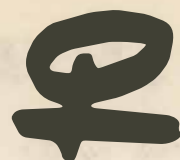
Attendra-t-on que la situation devienne plus dramatique encore ? La mobilisation du peuple du Nicaragua pour repousser et écraser ses anciens bourreaux, pour en finir avec la violence impérialiste, doit être soutenue le plus largement, le plus massivement possible, au plan international. Pourquoi le gouvernement français qui prétendait « être aux côtés des opprimés et des réprimés d'Amérique latine » restait-il aussi discret ? Muet ou presque...

Le mouvement ouvrier international, ses organisations, ses militants, doivent se mobiliser aux côtés de leurs camarades nicaraguayens. Dans les jours qui viennent, il faut multiplier les initiatives, les actions, pour que cesse l'agression. Dans un moment d'une telle gravité, l'inaction et le silence ne peuvent signifier autre chose que complicité.

— Impérialisme, bas les pattes du Nicaragua !

— Solidarité avec le peuple nicaraguayen !

Jean-Pierre Beauvais



Rencontre internationale des femmes à Turin, les 23/24/25 avril

Préparée depuis plus d'un an, la Rencontre internationale des femmes se tiendra à Turin les 23, 24 et 25 avril prochains.

C'est à la suite des Assises sur le travail des femmes, organisées en novembre 1981 à Paris, et auxquelles participèrent des militantes de l'Intercatégorielle de Turin, que naquit l'idée d'une rencontre internationale pour confronter les conditions de vie et de travail des femmes dans les divers pays, et leurs luttes.

NOUS avons relevé des tendances semblables dans de nombreux pays, expliquent les organisatrices de cette initiative, en ce qui concerne le travail à mi-temps, les services, les secteurs de travail féminin, l'expulsion de la force de travail féminin à cause de la crise, en relation avec les processus de restructuration et de division internationale du travail dans une situation substantiellement différente de celle des années 1960 et 1970.

« En même temps nous pensons que pour beaucoup de femmes les perspectives de vie ont changé, ainsi que leurs aspirations, leurs conditions de vie dans la famille, leur rapport aux enfants, à leur propre sexualité, dans les rapports personnels au travail, la maison et au dehors. »

L'axe principal des débats sera le travail des femmes avec une question centrale : « Plus de 50 % des femmes qui travaillent dans les pays européens sont mariées ; ainsi la corrélation que l'on pouvait observer entre le départ des femmes du marché du travail, le mariage et la naissance des enfants, puis leur réapparition une fois les enfants élevés, tend à disparaître.

« Ce changement est-il irréversible ou le développement massif du chômage va-t-il dissuader les femmes de se présenter sur le marché du travail (...) ? »

Mais la question du travail sera abordée en relation avec tous les aspects de la vie des femmes dans la société à travers les thèmes de la famille, de la prise en charge des enfants, de la culture, des luttes, du féminisme et de ses rapports avec les luttes ouvrières et le mouvement syndical.

S'il y a eu d'autres rencontres internationales, notamment sur le droit à l'avortement, c'est la première fois qu'une telle initiative se fait sur la question du travail des femmes. Sur

toile de fond de crise économique internationale, cette initiative prend toute son importance dans un contexte où la bourgeoisie a partout tendance à remettre en cause les acquis gagnés par les luttes des femmes et la montée du féminisme à l'échelle internationale depuis les années 1970.

Les idées d'autonomie et d'indépendance économique des femmes ont fait leur chemin. Plusieurs indices permettent de penser que les femmes ne sont pas prêtes à accepter sans se battre un retour total ou partiel au foyer, ne sont pas prêtes à voir remis en cause leur droit à pouvoir décider librement de leur maternité.

Les luttes qui ont été menées récemment sont là pour en témoigner. Parmi les plus significatives, citons celle pour le remboursement de l'avortement en France et celle qui se prépare pour conquérir ce droit en Espagne. Mais aussi la dure bataille qu'ont engagée les féministes belges contre la généralisation et le caractère obligatoire du temps par-

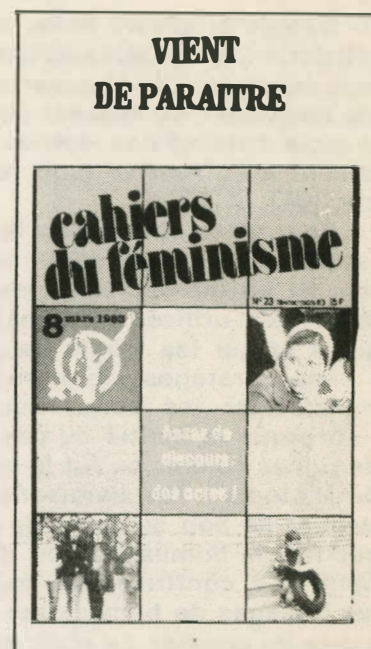
tiel pour les femmes, lutte qui a vu son point fort lors de la manifestation du 5 mars à Bruxelles, appelée par le collectif « Les femmes contre la crise ».

Des débats, un échange d'expériences...

De ce point de vue, la rencontre aura donc un double intérêt : la circulation des débats mais aussi un réel échange d'expériences, une confrontation concrète à partir des luttes et des initiatives prises dans les différents pays par les mouvements féministes.

La qualité et la richesse de cet échange sont d'ores et déjà confirmées par la diversité des délégations de tous les pays d'Europe qui ont demandé leur participation aux débats. Parmi les plus nombreuses, les délégations française, espagnole et italienne, mais aussi une délégation des Etats-Unis.

Cette initiative est préparée depuis de longs mois à partir de contributions écrites élaborées par les groupes ou collectifs féministes des divers pays. Les organisatrices se proposent de réaliser la confrontation de différentes expériences mais aussi de rassembler ce qu'elles nomment « les deux âmes » du Mouvement des femmes. C'est-à-dire de rassembler à la fois la lutte pour l'égalité des droits et celle contre toutes les formes de l'oppression des femmes non réductible à la revendication d'égalité et qui, au-delà, pose le problème de la reconnais-



sance de la sexualité féminine, du rapport différent des femmes à la société.

L'ensemble de ces débats devraient déboucher sur des perspectives et des propositions d'action pour lutter contre les offensives patronales dans tous les pays d'Europe et du monde. C'est un des enjeux de cette rencontre. Le second, tout aussi important, est d'affirmer la force du féminisme, la réalité du Mouvement des femmes à l'échelle internationale et de permettre le renforcement des regroupements des femmes entre elles.

Sonia Folloni

PROGRAMME DE LA RENCONTRE

Samedi matin : accueil, présentation de la rencontre avec une brève introduction des thèmes principaux de discussion.

Présentation des documents disponibles élaborés sur ces thèmes.

Présentation des coordinatrices de la discussion de chaque groupe.

Samedi après-midi : 5 groupes de travail

- travail salarié, temps de travail et aménagement et organisation du temps de travail, travail à temps partiel ;
- travail autonome et travail autogéré ;
- travail ménager ;
- équipements collectifs et auto-gestion ;
- nouvelles technologies, informatique, etc.

Dimanche matin : poursuite des débats en groupe, élaboration de motions.

Dimanche après-midi : 5 autres groupes de travail

- famille/travail, le fait que la femme travaille a-t-il changé les rôles à l'intérieur de la famille, comment ? Dans quelle mesure les rapports de pouvoir et de dépendance ont-ils changé ?
- identité sexuelle au travail et dans la famille ;
- travail culturel et information, les femmes dans les médias, mais aussi la scolarisation des femmes ;
- féminisme et pouvoir ;
- les politiques gouvernementales ; les politiques syndicales.

Lundi matin : poursuite des cinq groupes...

Lundi après-midi : présentation des conclusions des dix groupes et débat sur les propositions d'initiatives.



Turin

RENCONTRE INTERNATIONALE DES FEMMES SUR LE TRAVAIL

Cette rencontre se déroulera les 23, 24 et 25 avril, à :

BIT, Palazzo del Lavoro
Via Ventimiglia 201
TORINO (Italia)

Mais toute correspondance et toute adhésion doivent être adressées à :
Convegno Internazionale Donne/Lavoro
Casa Delle Donne — Via Fiocchetto 13
10152 TORINO (Italia)
Tél. : (011) 23 57 88



Les organisatrices

Les collectifs de la « Casa della donna » (Maison de la femme) de Turin.

Il a fallu deux ans de lutte aux collectifs féministes de la ville pour obtenir la Casa della donna. Cela n'a pas été sans mal puisqu'il a fallu aller jusqu'à l'occupation des locaux pour déboucher sur une négociation avec la mairie. Aujourd'hui, c'est dans cette maison que se rencontrent presque tous les groupes de femmes de Turin. De nombreux débats s'y déroulent. Parmi les groupes qui y ont leur siège, on trouve des groupes femmes théâtre, la rédaction locale du *Quotidiano donna* (le quotidien des femmes), celle d'un bulletin de ville, des groupes de « self-help ». C'est là aussi que sont organisés les cours de 150 heures payés sur la santé, la maternité, le travail, ouverts aux femmes travailleuses mais auxquels participent aussi des ménagères et des étudiantes.

L'intercatégorielle : CISL-CGIL-UIL

Créée en 1974 à la suite de luttes féministes prolongées, l'intercatégorielle est en quelque sorte une coordination de femmes féministes appartenant à différents syndicats. Depuis, l'intercatégorielle a impulsé des luttes de femmes dans les usines et les bureaux mais aussi à l'intérieur même du syndicat. En collaboration avec des groupes femmes, l'intercatégorielle organise des

cours de 150 heures. Ce sont des cours de formation légalement contrôlés par les syndicats et ouverts à des travailleurs et des travailleuses en congés payés pour étudier.

L'UDI :

L'Union des femmes italiennes (Unione delle donne Italiane) l'UDI est née en 1944. A l'origine, cette association réunissait les femmes membres des partis de gauche traditionnels (PC et PS).

Aujourd'hui, l'UDI compte 200 000 adhérentes et diffuse une revue hebdomadaire *Noi Donne*.

Malgré divisions et divergences, ces trois composantes du Mouvement des femmes ont souvent travaillé ensemble dans la réalité un peu spécifique de Turin. En effet cette ville présente la particularité d'être liée à une seule grande industrie, celle de l'automobile (FIAT, LANCIA, etc.).

Depuis les années soixante-dix, Turin est par ailleurs le centre des luttes ouvrières et sociales. Cette caractéristique a de manière évidente eu des répercussions sur le Mouvement des femmes de cette ville.

Il y a ainsi une longue tradition de luttes sur cette ville : lutte pour les « consultori » (Centres d'information sur la contraception et la santé des femmes mais aussi lieux d'auto-organisation des femmes), lutte pour le divorce, pour l'avortement, pour l'obtention de lois favorisant l'égalité, contre le viol, pratique d'avortements illégaux avant que la loi ne soit votée, etc.

EL SALVADOR

Le FMLN marque des points

« Malgré un nouvel accroissement de l'aide américaine à la dictature, nos forces progressent dans la presque totalité des régions du pays » explique le commandant Villalobos, dirigeant du FMLN.

Depuis plusieurs mois, les affrontements entre les révolutionnaires salvadoriens et une armée de plus en plus massivement et ouvertement aidée par l'impérialisme américain, ne cessent de prendre de l'ampleur. Dans la quasi-totalité des régions du pays, la guérilla est clairement à l'offensive (voir notamment « Rouge » numéros 1047 et 1054).

Pour tenter d'endiguer les avancées du FMLN, la dictature a, plus que jamais auparavant, recouru à la terreur et au massacre. Napalm et phosphore blanc sont désormais utilisés systématiquement contre les villages et sur les fronts de guerre.

Les stratèges nord-américains ont-ils décidé de transformer les zones sous contrôle de la guérilla — presque la moitié du pays maintenant — en champs de ruines comme ce fut le cas pour des régions entières du Vietnam ? Les livraisons accélérées aux forces aériennes de San Salvador de nouveaux appareils aux capacités de bombardement doublées (les Push and Pull) tendent à confirmer les craintes qu'avaient fait naître les largages de bombes sur des localités éloignées des zones de combat. Le récit qu'a fait de l'un de ces bombardements l'agence France-Presse est, à cet égard, révélateur : « Cherchant parmi les décombres, des gens affamés et terrorisés errent dans les rues d'une cité dévastée par les attaques aériennes. Cette cité (...) qui, il y a encore peu de temps, était prospère et tranquille, est devenue un champ de ruines. »

Cette nouvelle forme de massacre dans un pays où, selon l'archevêque de la capitale, 43 000 personnes ont déjà été victimes du terrorisme organisé par le pouvoir, se combine avec la préparation d'une nouvelle mascarade électorale. Le 2 mars, John Hughes, l'un des porte-parole du Département d'Etat, déclarait à Washington que les Etats-Unis verraient avec « enthousiasme » des élections anticipées au Salvador. Quatre jours plus tard, le président fantôme Magana annonçait, en accueillant le pape, qu'une consultation serait organisée à la fin de l'année...

Il n'est pas difficile de pronostiquer qu'elles seront, si elles ont lieu, aussi truquées et aussi peu significatives que celles de mars 1972.

Les déclarations faites récemment par le commandant Villalobos, l'un des principaux dirigeants et responsables militaires du FMLN, dont nous reproduisons ici de larges extraits, permettent de mieux apprécier le caractère de la campagne en cours et l'ampleur des avancées des révolutionnaires salvadoriens.

Pour ces derniers, de nouvelles et cruciales échéances s'approchent. La solidarité est une nécessité d'autant plus grande. C'est l'heure de la relancer, de l'amplifier.

Jean-Pierre Beauvais

NOUS croyons désormais possible d'amener l'armée à perdre le moral. Pour remporter la victoire sur une armée, il n'est pas nécessaire d'anéantir tous ses soldats, ni de leur enlever toutes leurs armes ; il faut la conduire au découragement. Comment y parvenir ? En approfondissant les trois axes de notre campagne précédente : d'abord en détruisant des objectifs militaires partout où cela est possible, puis en obtenant la déstabilisation nationale par le sabotage, essentiellement contre les voies de communication et les moyens de transport, l'approvisionnement en électricité et en combustible ou les systèmes de communication téléphoniques ; enfin, en multipliant des embuscades et des actions militaires de moindre envergure.

La campagne en cours est articulée autour de ces trois axes. Des actions de destruction d'objectifs militaires ont été menées sur deux fronts, à Chalatenango et au Morazan. Puis les actions

de déstabilisation ont commencé, dans un but offensif. Le 10 octobre, les premières étaient menées à Chalatenango, le 12 au Morazan. Le 14, commençait le sabotage à une échelle nationale de l'énergie électrique et des transports. Enfin, les embuscades, le harcèlement constant sur les routes, et les destructions d'objectifs de moindre importance se sont multipliés. (...)

Le commandant Villalobos dresse alors le bilan du premier mois de campagne : plusieurs centaines de prisonniers, 200 morts et 343 blessés recensés dans les rangs de l'armée ; 422 fusils, 25 pièces d'artillerie, dont deux mortiers lourds de 120 mm, et plus de 100 000 cartouches de différents calibres ont été récupérés. Un hélicoptère a été abattu, une automitrailleuse et 12 camions militaires détruits...

Toute l'économie de l'est du pays est pratiquement paralysée

depuis le début de la campagne : il n'y a plus ni transports ni énergie électrique, le combustible y fait gravement défaut car plus d'une douzaine de camions citernes qui en apportaient ont été détruits. L'eau est rationnée, le chemin de fer paralysé par la destruction de ponts et de locomotives. (...)

Dans le centre du pays, les quatre départements les plus affectés par le manque d'énergie sont San Vicente, Cabanas, Cuscatlan et Chalatenango. L'axe routier du nord est coupé par des sabotages constants. Dans la capitale, ceux-ci sont permanents, entraînant une importante diminution des transports urbains. San Salvador ne dispose plus que de 50 % de l'énergie dont elle a besoin. Toutes les lignes électriques d'importance stratégique ont été sabotées, des milliers de lignes téléphoniques ont été mises hors de service. Et même à l'ouest du pays, nous sommes également parvenus, pendant quelques jours, à paralyser les transports. (...)

L'armée se trouve désormais placée devant une situation très difficile pour ce qui est de sa mobilité et du contrôle de l'espace qu'elle occupe. Elle se rend compte que non seulement elle ne peut contrôler le territoire national, mais qu'elle doit céder du terrain et engager toutes ses forces dans la défense des zones stratégiques. Elle n'a pas d'autre choix. Bien plus, nous organisons, dans le cadre de la campagne actuelle, des opérations qui démontrent aux militaires qu'ils doivent protéger leurs centres stratégiques. Tel est le cas de la raffinerie de pétrole dans la zone présumée la plus sûre, là où, par la terreur, le mouvement révolutionnaire avait été contraint de réduire son activité. (...)

Ces attaques, les actions menées sur les routes, les actes de sabotage dans la capitale, obligent l'ennemi à déployer ses forces. Les unités d'élite sont affectées au contrôle des voies de communication, tandis qu'il perd, les unes après les autres, les po-

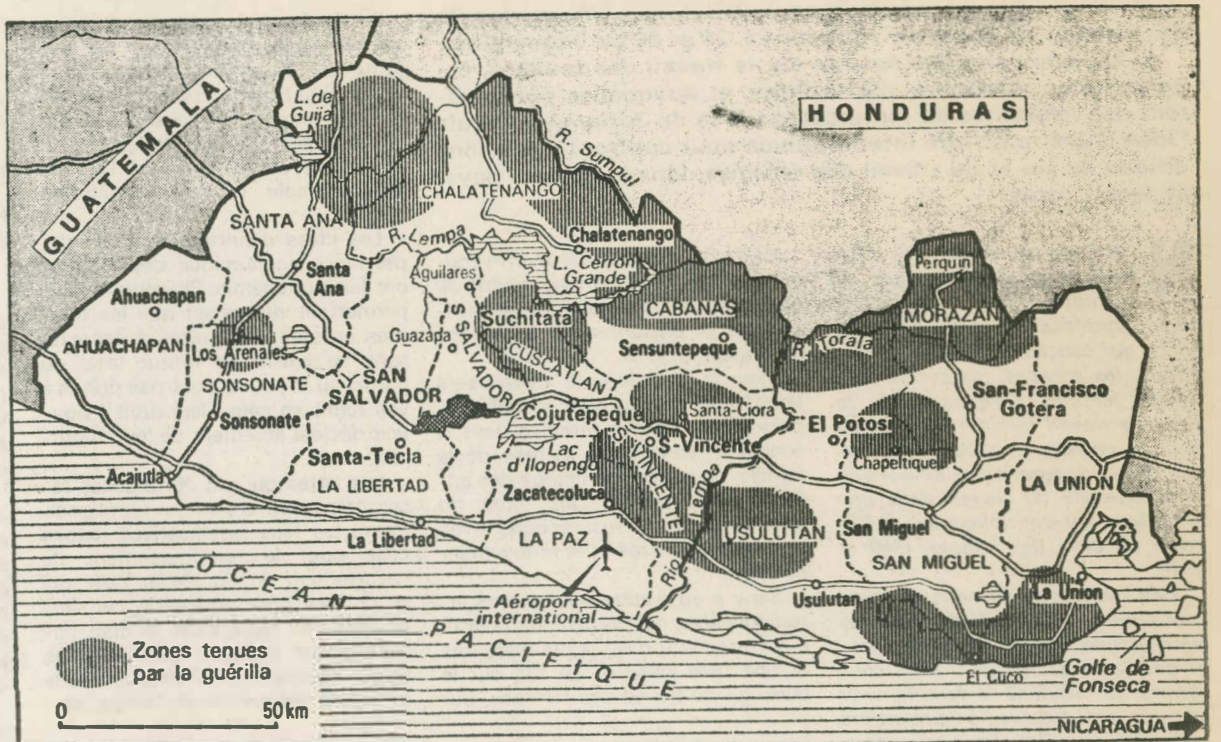
sitions qui se trouvent dans les zones qui constituent notre arrière-garde. (...)

Le mouvement révolutionnaire est donc maître d'un vaste territoire. C'est l'une de ses principales conquêtes. Un autre élément, en plus du terrain conquis, est la démoralisation parmi les militaires. On la note à deux choses : d'une part, il y a plus de prisonniers que de morts et de blessés dans leurs rangs et, d'autre part, ils sont de moins en moins disposés à se déplacer. On entend de plus en plus parler d'actions qui n'existent pas ou qui n'ont aucune valeur militaire, s'agissant d'opérations menées contre la population civile... Il est très significatif que l'état-major affirme aujourd'hui que les positions perdues n'ont aucune importance, après avoir monté dans le passé de grandes et coûteuses opérations pour les conserver. (...)

Revenant enfin sur les différentes étapes de la lutte du FMLN au cours des dernières années, le commandant Villalobos explique que la lenteur à mettre sur pied de nouvelles offensives est liée aux caractéristiques qu'a pris la guerre.

Ce vide entre chaque étape doit être attribué à l'épuisement de nos forces. L'épuisement physique, les difficultés d'approvisionnement et l'épuisement de nos réserves logistiques est quelque chose de très réel. Dans le même temps, l'ennemi a lui-même réduit ses offensives de vingt à huit jours, puis à quatre ou cinq jours. Pourquoi ? Simple-ment parce qu'à chaque fois, son épuisement s'accroît, que son comportement est celui d'une armée et que, donc, le facteur usure joue insidieusement sur lui...

Aujourd'hui, (...) le temps de récupération de nos forces est plus court que celui de l'armée. L'anéantissement d'unités entières nous fait récupérer de grandes quantités d'armes, de matériel logistique, ce qui constitue un potentiel appréciable pour incorporer les masses à la lutte. L'apparition de ces facteurs implique une plus grande continuité des opérations dans une spirale ascendante où il n'y aura plus de fractionnement.



Vient de paraître

AMERIQUE CENTRALE EN LUTTE

numéro 9 (avril 1983)

Au sommaire :

Salvador : l'offensive de la guérilla.

Guatemala : vous avez dit génocide ?

Nicaragua : lettre de Julio Cortazar au Monde.

Jean-Paul II en Amérique centrale.

Dossier : enjeux diplomatiques. Grogne dans les rangs en Amérique latine.

Les contradictions du Mexique.

Haiti : « Tant que j'aurai un souffle de vie... », interview d'Ulrick Joly, syndicaliste haïtien.

